

## CONSEIL MUNICIPAL Séance du 8 avril 2026

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Nombre de conseillers en exercice : 27  
Nombre de conseillers présents : 20  
Nombre de conseillers absents : 1  
Nombre de pouvoirs : 6  
Date de la convocation : 2 avril 2026

L'an DEUX MILLE VINGT-SIX, le HUIT AVRIL, en Mairie de NYONS, s'est tenu le Conseil Municipal, sous la présidence de M. Christian TEULADE, Maire de NYONS.

**Etaient présent(e)s** – Mme Aurélie LOUPIAS - M. Bruno EYSSERIC - Mme Martine BERGER-SABATIER - M. Jean-Luc GREGOIRE - M. Christian CARRERE - M. Roger VIARSAC - Mme Monique BOTTINI - Mme Nadia MACIPÉ - Mme Florence BOUNIN - M. Bruno JOVÉ - Mme Marylin FLAMAIN - M. Nabil EL MESSAOUDI - M. Quentin PELOUX - M. Francis KORNPROBST - Mme MAZZA DOS SANTOS - M. Franck MILLET - M. Jean-Christophe NELLO - Mme Caroline LAMY - M. Joachim DUSAUGEY

**Pouvoir :**

M. Pascal LANTHEAUME, pouvoir à M. Quentin PELOUX  
Mme Blandine ALVAREZ, pouvoir à Mme Aurélie LOUPIAS  
Mme Odile PILOZ, pouvoir à Mme Martine BERGER-SABATIER  
M. Thierry TATONI, pouvoir à M. Christian CARRERE  
Mme Emilie LACROIX, pouvoir à Mme Monique BOTTINI  
M. Nils CHAPUIS, pouvoir à M. Roger VIARSAC

**Absente :** Mme Patricia NORMAND

**Secrétaire de séance :** M. Jean-Luc GREGOIRE

#### 2026 - 04 - 22 / AFFAIRES FINANCIERES RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES ANNEE 2026

**RAPPORTEUR :** Mme Nadia MACIPÉ

Chaque année, dans les deux mois précédant le vote du budget, un débat sur les orientations budgétaires de la Ville est inscrit à l'ordre du jour du Conseil Municipal.

Il est rappelé que la loi NOTRe, (Nouvelle Organisation Territoriale de la République) promulguée le 7 août 2015, a confirmé la loi MAPTAM de 2014 (Modernisation de l'Action Publique Territoriale et de l’Affirmation des Métropoles) et a modifié les modalités de présentation du D.O.B. Il est ainsi spécifié, à l'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales :

« *Le Budget de la Commune est proposé par le Maire et voté par le Conseil Municipal.*

*Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le Maire présente au Conseil Municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un Rapport sur les Orientations Budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au Conseil Municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique. »*

La loi NOTRe dispose que :

- La présentation d'un Rapport sur les Orientations Budgétaires (R.O.B.) est obligatoire et doit intégrer la situation et la perspective d'endettement de la Commune.
- Les engagements pluriannuels envisagés doivent être présentés.
- Ces informations doivent faire l'objet d'une publication sur le site internet de la ville.
- La présentation de ce rapport par l'exécutif donne lieu à un débat et fait l'objet d'une délibération spécifique soumise à un vote et transmise au contrôle de légalité.

**CONSEIL MUNICIPAL du 8 avril 2026**

Le Rapport d'Orientations Budgétaires présenté en annexe reprend :

- Les dispositions financières et fiscales décidées en Loi de programmation des Finances Publiques et en Loi de Finances 2026.
- Les évolutions budgétaires principales pour 2026 des budgets de la Ville.
- Les perspectives d'investissements pluriannuels en grande masse.

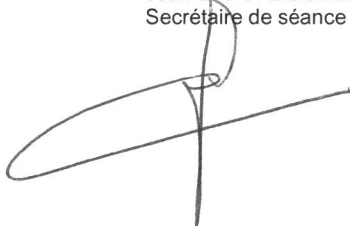
Il convient enfin de préciser qu'aucun décret d'application n'a pour l'instant fixé le contenu du Rapport d'Orientations Budgétaires.

L'exposé entendu, le Conseil Municipal devra prendre acte de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire pour l'année 2026.

**Le Conseil Municipal**

- PREND ACTE** de la tenue du Débat d'Orientations Budgétaires pour l'exercice 2026 sur la base du Rapport sur les Orientations Budgétaires joint en annexe.

Jean-Luc GREGOIRE  
Secrétaire de séance



Christian TEULADE  
Maire de NYONS





République Française  
Département de la Drôme  
VILLE de NYONS

## RAPPORT

# D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2026

BUDGET GENERAL : M 57

BUDGETS ANNEXES : M57 - M49 - M4

- Parc Aquatique
- Eau Potable
- Assainissement Collectif
- ZAC du Grand Tilleul

## Sommaire

I – LOI DE FINANCES 2026.....	4
A- Un effort budgétaire national qui rejaillit sur les territoires.....	4
B- Une participation directe des collectivités au redressement des comptes publics.....	4
C- Fiscalité environnementale : Une pression accrue sur la gestion des déchets.....	5
D- Dotations : Stabilité apparente, fragilité réelle.....	5
E- Les mesures fiscales en faveur des communes.....	8
F- Sécurité et reconnaissance des exécutifs locaux.....	10
G- Les autres mesures en bref.....	10
I – BUDGET GENERAL.....	13
A- Les ratios généraux.....	13
B- L'évolution des recettes de Fonctionnement.....	14
1- Les recettes propres.....	14
2- Prélèvements réalisés au titre du F.N.G.I.R (Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources).....	16
3- Reversements obtenus au titre du FPIC (Fonds National de Péréquation des Ressources Intercommunales & Communales).....	17
C- Progression des dépenses de Fonctionnement.....	17
1- Evolution en hausse des charges à caractère général (Chapitre 011).....	17
2- Evolution en hausse des charges de personnel.....	18
3- Evolution du budget de Fonctionnement.....	18
D- Les Investissements 2026.....	24
1- Les investissements envisagés en 2026.....	24
2- Autorisations de programme/Crédits de paiement.....	27
3- Financement des Investissements.....	28
E- Etat de la dette Budget Principal.....	31

Envoyé en préfecture le 13/04/2026

Reçu en préfecture le 13/04/2026

Publié le

24

24

27

28

31

Page 2

ID : 026-212602205-20260408-DEL2026\_04\_22-DE

Structure de l'encours de la dette .....	32
F- Etat de la dette agrégée.....	33
G- Plan pluriannuel d'investissement.....	34
III – BUDGETS ANNEXES .....	36
A- BUDGET DU PARC AQUATIQUE .....	36
1- Fiche des résultats 2025 du Parc aquatique .....	36
2- Entrées au Parc Aquatique .....	37
3- Frais de Personnel de la structure Nyonsoleiada .....	39
4- Budget prévisionnel 2026.....	39
B- LE BUDGET D'EAU .....	41
1- Les résultats 2025 du Budget d'Eau.....	41
2- Etat de la dette du Budget d'Eau .....	42
3- Grandes lignes budgétaires 2026 .....	43
4- Principaux Travaux Budget d'eau depuis 2020.....	45
C- LE BUDGET D'ASSAINISSEMENT .....	46
1- Les résultats 2025 du Budget d'Assainissement.....	46
2- Etat de la dette du Budget d'Assainissement.....	47
3- Grandes lignes budgétaires 2026 .....	48
4- Principaux Travaux Budget d'assainissement depuis 2020 .....	48
5- FACTURE TYPE D'EAU ASSAINIE DE 120 M3 H.T. (après revalorisation des surtaxes) .....	51
D- LE BUDGET ZAC DU GRAND TILLEUL.....	52
1- Les résultats 2025 du Budget ZAC du Grand Tilleul.....	52

# I – LOI DE FINANCES 2026

La [loi de finances promulguée le 19 février 2026](#) s'inscrit dans une trajectoire de redressement accéléré des comptes publics. L'ambition est stricte : contenir cette année le déficit à 5 % du PIB, alors même que la dette française dépasse désormais 118 % de la richesse nationale.

Pour 2026, l'effort tricolore va reposer en partie sur une hausse ciblée des prélèvements. Néanmoins, une contribution directe des collectivités locales est également exigée. Elles sont appelées à participer à hauteur de 2 milliards d'euros.

Pour la fonction publique territoriale, l'exercice qui s'ouvre s'annonce donc délicat, tant en matière de ressources que de [charges](#).

## A- Un effort budgétaire national qui rejait sur les territoires

La loi de finances 2026 prévoit de freiner la progression des dépenses publiques, avec une attention particulière portée aux crédits de l'État, hors défense. Plusieurs enveloppes d'investissement sont revues à la baisse, notamment certains programmes d'avenir et le [Fonds vert](#).

Ainsi le **fonds d'accélération de la transition écologique (Fonds vert)** passe de 1,150 Md€ en autorisation d'engagement (AE) en LFI 2025 à 837,5 M€ au PLF 2026 (contre 650 M€ au PLF 2026 initial), soit une **baisse de 313 millions €**. À noter qu'en LFI 2024, le Fonds vert était de 2,499 Md€ en AE (1,124 Md€ en CP).

Pour les collectivités, l'environnement financier se démontrera donc moins expansif et les cofinancements potentiellement plus contraints. Dans un contexte où les projets territoriaux dépendent souvent de l'effet levier des subventions nationales, ce changement de direction pourrait ralentir certaines dynamiques d'investissement local.

## B- Une participation directe des collectivités au redressement des comptes publics

Les collectivités locales sont explicitement associées à l'effort de redressement et sont pleinement intégrées à la trajectoire nationale de consolidation budgétaire.

Plusieurs mesures les impactent :

- Maintien du mécanisme de lissage conjoncturel des recettes fiscales (Dilico), imposant une contribution de 740 millions d'euros en 2026 répartie à hauteur de 250 millions pour les EPCI, 140 millions pour les départements et 350 millions pour les régions. **Les communes en sont toutefois exemptées.**
- **L'effort demandé au titre des variables d'ajustement, déjà élevé en PLF initial (527 M€ pour les trois catégories de collectivités), est alourdi (586 M€, soit 59 M€ de plus), au détriment des communes.**

Cet allègement de 59 M€ résulte d'une ponction supplémentaire opérée sur la DCRTP des communes, afin de financer l'augmentation de même montant votée sur la Dotation élu local (DPEL). La DCRTP des communes sera donc presque totalement supprimée en 2026 (elle passe de 188 M€ à 0,1 M€, soit une baisse de 99,9 %).

Ces ajustements affectent directement l'équilibre budgétaire des exécutifs locaux, en particulier dans les territoires dont les marges fiscales sont déjà limitées.

### **C- Fiscalité environnementale : Une pression accrue sur la gestion des déchets**

L'augmentation graduelle de la taxe sur les activités polluantes (TGAP), supportée par les collectivités pour chaque tonne de déchets traitée, est confirmée jusqu'en 2030.

Pour les intercommunalités et syndicats compétents en matière de déchets, cette majoration constitue un facteur de tension supplémentaire sur les budgets. Elle renforce la nécessité d'accélérer les stratégies de réduction, de tri et de valorisation, sous peine de voir les coûts de traitement s'alourdir durablement.

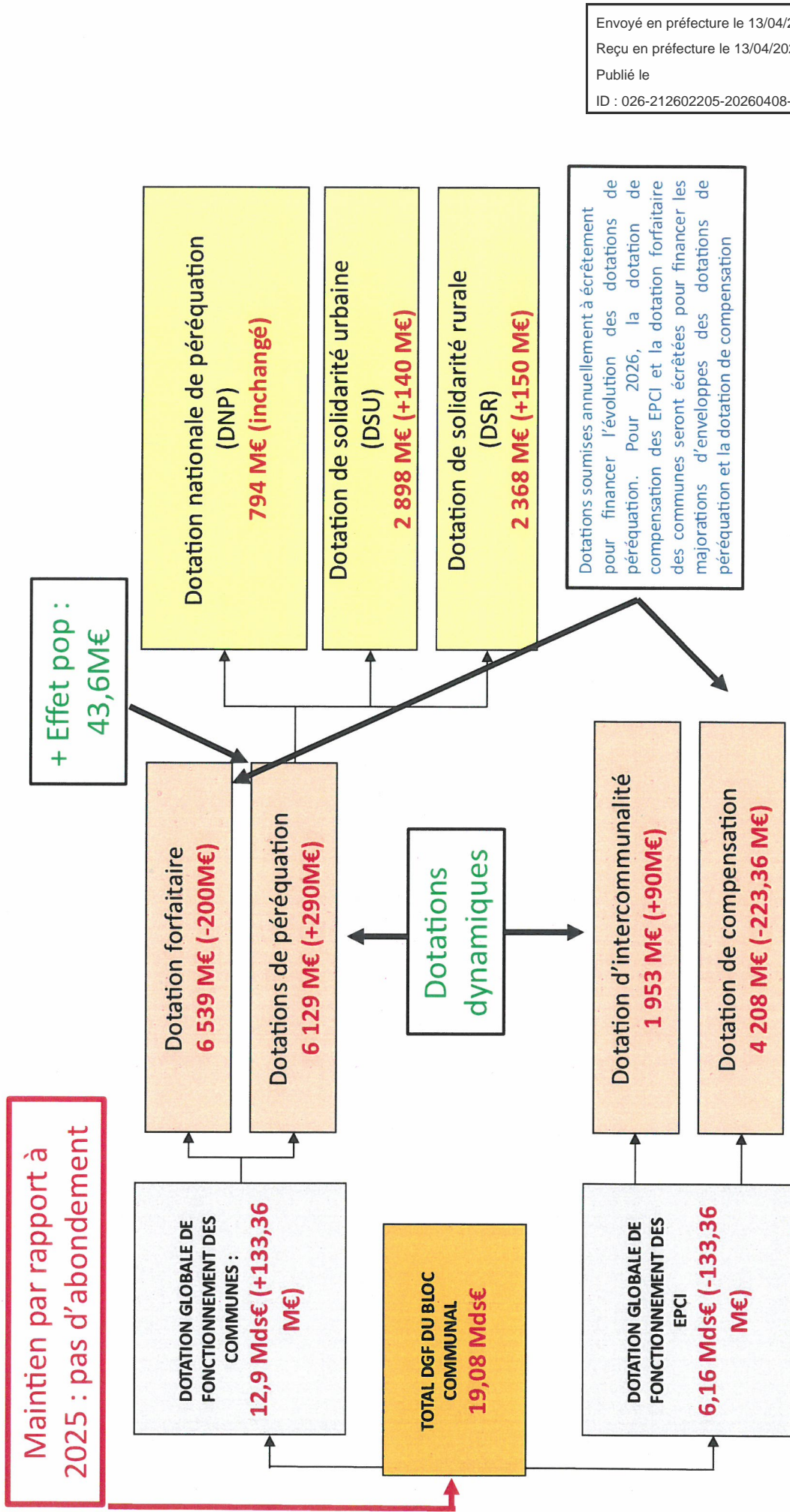
### **D- Dotations : Stabilité apparente, fragilité réelle**

Comme prévu en PLF initial, le montant global de DGF est gelé au niveau de 2025 (27,4 Md€, dont 19,1 Md€ pour le bloc communal et 8,3 Md€ pour les départements.) Après les revalorisations de 320 M€ en 2023 et 2024, et de 150 M€ en 2025, le PLF 2026 renoue ainsi avec le gel appliqué à la DGF de 2018 à 2022.

Cela devrait entraîner le retour des baisses de DGF pour une forte proportion de communes, à un niveau comparable à celui constaté pendant les cinq années de gel (DGF en baisse pour environ la moitié des communes entre 2018 et 2022).

Pour NYONS, cette décision entraîne une baisse de 35 k€ de la DGF en 2026.

# ARCHITECTURE DE LA DGF DU BLOC COMMUNAL EN 2026



**Augmentation des enveloppes de péréquation** : l'article conserve les hausses prévues en PLF initial, à hauteur de 140 M€ pour la DSU et de 150 M€ pour la DSR. Ces progressions sont identiques à celles fixées par la loi de finances pour 2025. Cependant, elles interviennent dans le cadre d'une enveloppe gelée, à la différence de 2025, où la revalorisation de la DGF (+ 150 M€, gagée toutefois par une baisse équivalente de la DSIL) avait financé la moitié des hausses de péréquation. Les contraintes qui pèsent sur l'enveloppe de la DGF - financées par un écrêtement de la dotation forfaitaire des communes et la dotation de compensation des EPCI - seront d'autant plus importantes et entraîneront des baisses de dotations individuelles pour une proportion importante de collectivités.

## ÉVOLUTION DES DOTATIONS DE PÉRÉQUATION POUR LE BLOC COMMUNAL

PLF 2026			
Dotations (en €)	2025	2026	Evolution 2026/2025
Dotation de solidarité urbaine	2 757 963 613	2 897 963 613	140 000 000
Dotation de solidarité rurale	2 218 271 476	2 368 271 476	150 000 000
Dotation nationale de péréquation	740 927 138	740 927 138	0
Dotation d'intercommunalité	1 863 360 216	1 953 360 216	90 000 000
<b>Total</b>	<b>7 580 522 443</b>	<b>7 960 522 443</b>	<b>380 000 000</b>

- La progression de la dotation d'intercommunalité de 90M€ s'applique par l'article L 5211-28 II du CGCT (« A compter de 2024 le montant total de la dotation d'intercommunalité réparti chaque année est égal au montant total perçu par les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre l'année précédente, augmenté de 90 millions d'euros. »).
- La progression de la DSU et de la DSR est de 290 M€. Le besoin de financement serait donc de 380 M€ hors effet population.

L'article 132 prévoit en revanche une **augmentation de 50 % de la compensation apportée par l'État aux collectivités territoriales au titre de l'exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFNB)** à concurrence de 30 % (au lieu de 20%) dont bénéficieraient les terrains à usage agricole en Métropole à compter de 2026

## E- Les mesures fiscales en faveur des communes

La loi de finances 2026 induit un **changement notable** : la suppression du lien entre les taux de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et ceux de la taxe foncière. Elle prévoit l'**assouplissement des règles de liaison des taux de fiscalité locale en matière de THRS**, notamment en assouplissant la possibilité de hausse du taux de THRS offerte aux communes et à leurs groupements par l'article 151 de la loi de finances pour 2024. Ainsi les communes dont le taux de THRS est inférieur au taux moyen constaté (et non plus à 75 % de ce taux) dans les communes du département pourraient augmenter le taux de leur THRS dans une proportion qui ne pourrait excéder 10 % de ce taux moyen (et non plus 5 %).

Les communes retrouvent ainsi une capacité d'action différenciée sur les résidences secondaires, sans impacter la fiscalité des propriétaires occupants permanents. Dans les territoires touristiques ou tendus, ce moyen pourrait devenir stratégique.

Fusion, à compter de 2027, de la taxe sur les logements vacants (TLV) en zone tendue et de la taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV) en zone non-tendue. La nouvelle taxe se dénommera « taxe sur la vacance des locaux d'habitation » (TVLH) et sera **totalelement affectée aux communes, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui**.

# ARTICLE 108 : LA RÉFORME DE LA FISCALITÉ APPLIQUÉE AUX LOGEMENTS VACANTS

La loi de finances pour 2026 introduit une réforme de la fiscalité appliquée aux logements vacants. Elle crée une taxation unique, la **taxe sur la vacance des locaux d'habitation (TVLH)**, remplaçant les dispositifs actuels de la **taxe sur les logements vacants** et de la **taxe d'habitation sur les logements vacants**, à compter du **1er janvier 2027**.

Actuellement, la fiscalité des logements vacants repose sur deux dispositifs distincts, **applicables** en fonction de la zone géographique.

Désignation de la taxe	Taux de taxation	Perception de la recette
Taxe d'habitation sur les locaux vacants (THLV)	Hors zone tendue Installation par la commune Fixé par délibération avant le 1/10 n-1	Commune ou EPCI si ce dernier a adopté un Plan local d'habitat (PLH) hors périmètre des cnes l'ayant instaurée (THRS)
Taxe sur les logements vacants (TLV)	Zone tendue Taxation d'office <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 17% la première année,</li> <li>▪ et 34% à compter de la seconde année</li> </ul>	Etat

La réforme unifie ces régimes. Elle maintient toutefois une distinction selon les zones géographiques et intègre une possibilité pour les communes de délibérer pour majorer le produit de la taxe.

## A compter de 2027

Désignation de la taxe	Taux de taxation	Perception de la recette	Modulation
Taxe sur la vacance des locaux d'habitation (TVLH)	Hors zone tendue Installation par la commune Fixé par délibération  Zone tendue Taxation d'office <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 17% la première année,</li> <li>▪ et 34% à compter de la seconde année</li> </ul>	Commune ou EPCI si ce dernier a adopté un Plan local d'habitat (PLH)  Etat (coût des dégrèvements supportés par la collectivité)	Par délibération, la commune (ou EPCI) peut instituer la taxe et fixer son taux sans toutefois excéder 50% (THRS)  Par délibération, la commune ou l'EPCI si PLH peut augmenter ces taux sans toute fois excéder le taux de 30% la 1 <sup>er</sup> année et 60 % à compter de la 2 <sup>ième</sup> année

Report d'un an (de 2026 à 2027) de l'actualisation sexennale des valeurs locatives des locaux professionnels.  
**Report de trois ans de la révision des valeurs locatives des locaux d'habitation qui commencera à produire ses effets en 2031.**

Article 55 : il définit juridiquement les gîtes ruraux (hébergements touristiques ruraux gérés par particuliers/agriculteurs) pour les exonérer de la THRS, déjà assujettis à la CFE, évitant ainsi la double imposition.

Article 112 : il prévoit l'extension de la possibilité d'exonération de THRS des locaux classés meublés de tourisme et des chambres d'hôtes à l'ensemble des communes et à leurs groupements. Il étend à l'ensemble des communes et EPCI à fiscalité propre la faculté – actuellement réservée aux communes situées en FRR – d'exonérer de THRS les locaux classés meublés de tourisme et les chambres d'hôtes – les communes et EPCI pouvant décider d'exonérer seulement une de ces deux catégories de locaux, ou bien les deux.

## F- Sécurité et reconnaissance des exécutifs locaux

La loi introduit également des mesures institutionnelles telles que la création d'un régime assurantiel spécifique couvrant les dommages liés aux émeutes, adossé à un fonds de mutualisation.

**Une indemnité annuelle de 500 euros est par ailleurs instaurée au bénéfice des maires.** Un signal symbolique alors que de croissantes tensions entourent l'exercice du mandat local.

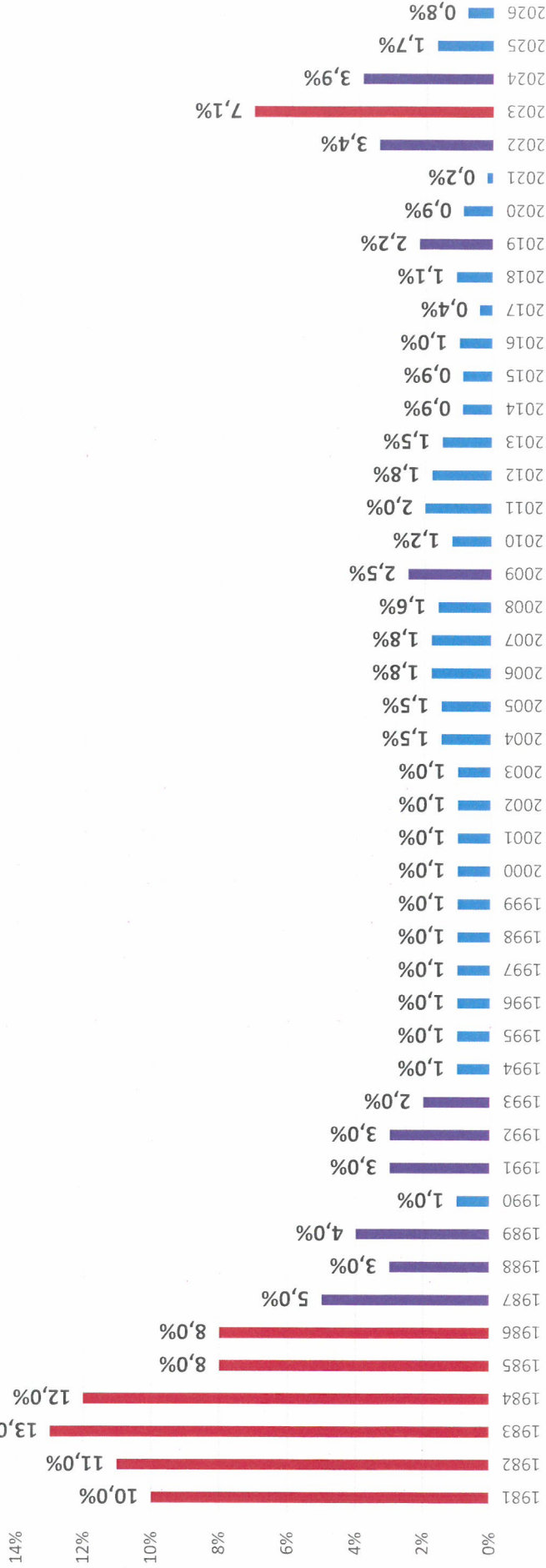
## G- Les autres mesures en bref

Maintien des anciennes communes en zone de revitalisation rurale (ZRR), non-éligibles au dispositif France ruralités revitalisation (FRR), dans ce zonage ZRR jusqu'au 31 décembre 2029.

Article 126 : il prévoit la modernisation et la simplification de la gestion fiscale, **supprime notamment le chèque comme moyen de paiement de l'impôt pour les derniers impôts des professionnels pour lesquels il était encore admis.**

**Revalorisation des bases fiscales à + 0,8% ;**

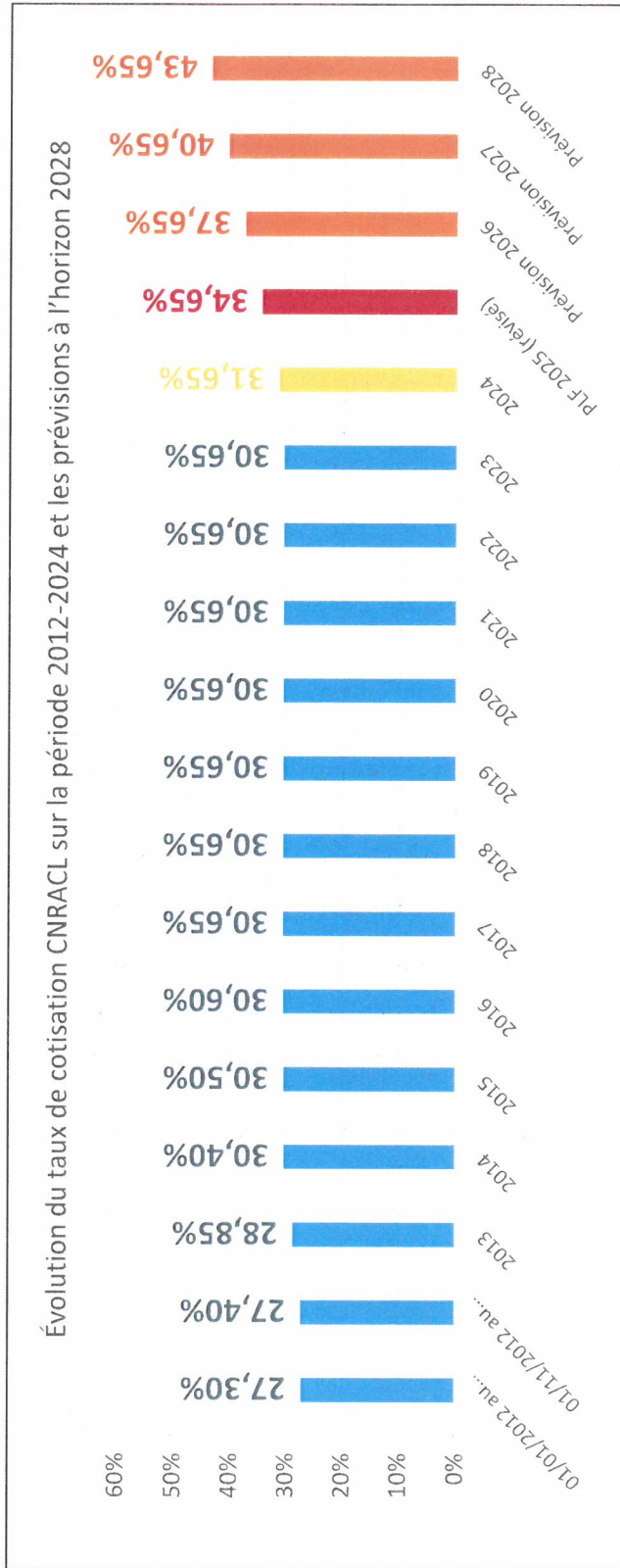
Les coefficients de revalorisations forfaitaires des bases d'imposition



**Augmentation du taux de cotisation de la Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales (CNRACL).** Afin de rééquilibrer les comptes de la Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales (CNRACL), le projet de loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2025 prévoyait une augmentation de + 4 points du taux de cotisation des employeurs territoriaux en 2025, puis une augmentation équivalente chaque année jusqu'en 2027.

Sous la pression des collectivités territoriales et des parlementaires, l'augmentation de 12 points du taux de cotisation est lissée sur quatre ans, jusqu'en 2028, soit une augmentation de + 3 points chaque année. Un décret a été publié en ce sens le 31 janvier 2025, avec un effet rétroactif au 1er janvier 2025. Le taux de cotisation passerait de 31,65% (taux actuel) à 43,65% en 2028. Le surcoût pour les collectivités territoriales est estimé à un peu plus de 1 Md€ par an (4,2 Md€ sur 4 ans).

### AUGMENTATION DU TAUX DE COTISATION DE LA CNRACL (décret du 30 janvier 2025)



# I – BUDGET GENERAL

## LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2026

### A- Les ratios généraux

RATIOS	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026		
	<b>CA définitif</b>		<b>CA définitif</b>		<b>CA définitif</b>		<b>CA Provisoire</b>		<b>BP Provisoire</b>	
1	DEPENSES REELLES DE FONCT. SI/POPULATION	949 6 637 275 € 6995	900 6 283 800 € 6980	970 6 760 660 € 6968	1058 7 363 093 € 6958	1086 7 515 063 € 6921	1125 7 788 469 € 6925	1155 7 997 110 € 6925	1170 8 147 300 € 6966	1170 8 147 300 € 6966
2	PRODUIT DES IMPOTS DIRECT SI/POPULATION	783 5 478 203 € 6995	790 5 514 284 € 6980	851 5 929 788 € 6968	876 6 092 198 € 6958	894 6 186 783 € 6921	943 6 529 717 € 6925	939 6 503 006 € 6925	940 6 545 000 € 6966	940 6 545 000 € 6966
3	RECETTES REELLES DE FONCT. SI/POPULATION	1311 9 172 311 € 6995	1241 8 664 035 € 6980	1314 9 153 016 € 6968	1400 9 743 213 € 6958	1386 9 591 951 € 6921	1416 9 808 140 € 6925	1411 9 769 025 € 6925	1391 9 689 450 € 6966	1391 9 689 450 € 6966
4	DEPENSES EQUIPT BRUT SI/POPULATION	595 4 161 374 € 6995	432 3 015 490 € 6980	379 2 638 130 € 6968	664 4 623 169 € 6958	748 5 176 831 € 6921	456 3 158 800 € 6925	577 3 992 640 € 6925	748 5 208 530 € 6966	748 5 208 530 € 6966
5	ENCOURS DE DETTE AU 31/12 SI/POPULATION	653 4 567 140 € 6995	569 3 970 379 € 6980	487 3 406 344 € 6995	512 3 559 828 € 6958	534 3 693 154 € 6921	449 3 111 114 € 6925	509 3 522 141 € 6925	49 3 451 176 € 6966	49 3 451 176 € 6966
6	DOTATIONS (Hors compensations) SI/POPULATION	242 1 690 567 € 6995	251 1 750 132 € 6980	251 1 747 330 € 6968	257 1 790 856 € 6958	266 1 843 551 € 6921	270 1 867 237 € 6925	263 1 818 690 € 6925	25 1 782 000 € 6966	25 1 782 000 € 6966
		3,52%	-0,16%	2,49%						

Envoyé en préfecture le 13/04/2026

Reçu en préfecture le 13/04/2026

Publié le

ID : 026-212602205-20260408-DEL2026\_04\_22-DE

**RATIO n° 1** : Dépenses réelles de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement par habitant pour des communes de même strate était de 1363€/h en 2024 contre 1125 € pour NYONS

**RATIO n° 2** : Produits des impôts directs

Le produit des impôts directs a baissé en 2025 du fait d'une perte du produit fiscal de THRS de 80 k€ liée à une mise à jour de la base GMBI. On peut également estimer que cette diminution du produit fiscal est liée à un transfert de la THRS vers la fiscalité des logements vacants, actuellement perçue par l'ANAH.

**RATIO n°3** : Recettes réelles de fonctionnement

Les recettes réelles de fonctionnement par habitant pour des communes de même strate était de 1693€/h en 2024 contre 1416 € pour NYONS.

**RATIO n°4** : Dépenses d'équipement brut

En intégrant les RAR sur 2026, les dépenses totales d'équipement sont estimées à 5208 k€, soit une année d'investissements importants.

**RATIO N°5** : Encours de la dette au 31/12

L'encours de la dette par habitant pour des communes de même strate était de 944€/h en 2024 contre 449 € pour NYONS.

**RATION n°6** : Dotations (hors compensations)

Les dotations de l'Etat poursuivent leur profil baissant depuis 2024.

**B- L'évolution des recettes de Fonctionnement****1- Les recettes propres**• **Fiscalité locale**

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025	BP 2026
<b>731 Impôts locaux</b>	<b>5 514 284,00 €</b>	<b>5 929 788,00 €</b>	<b>6 092 197,54 €</b>	<b>6 186 783,00 €</b>	<b>6 529 717,00 €</b>	<b>6 503 006,00 €</b>	<b>6 545 000,00 €</b>
<b>73111 Taxes foncières et d'habitation</b>	<b>5 514 284,00 €</b>	<b>5 499 525,00 €</b>	<b>5 645 506,00 €</b>	<b>5 986 324,00 €</b>	<b>6 260 587,00 €</b>	<b>6 259 567,00 €</b>	<b>6 320 000,00 €</b>
Dont TH/THRS	2 498 956,00 €	653 667,00 €	659 092,00 €	675 678,00 €	731 556,00 €	615 327,00 €	675 500,00 €
Dont TFB	2 072 032,00 €	3 782 518,00 €	4 486 039,00 €	4 775 034,00 €	4 974 542,00 €	5 059 256,00 €	5 112 000,00 €
Dont TFNB	143 246,00 €	141 409,00 €	145 677,00 €	151 598,00 €	156 700,00 €	143 548,00 €	95 000,00 €
Dont CFE	343 026,00 €	342 358,00 €	337 568,00 €	366 693,00 €	378 329,00 €	408 246,00 €	420 000,00 €
Dont taxe additionnelle et allocation compensatrice	429 723,00 €	579 573,00 €	17 130,00 €	17 321,00 €	17 148,00 €	17 478,00 €	17 500,00 €
Dont rôle complémentaire			233 806,00 €		2 312,00 €	15 712,00 €	15 700,00 €
<b>73112 Cotisations sur la valeur ajoutée des Entreprises</b>		<b>245 855,00 €</b>	<b>133 310,00 €</b>	<b>146 322,00 €</b>	<b>151 460,00 €</b>	<b>149 174,00 €</b>	<b>150 000,00 €</b>
<b>73113 Taxe sur les surfaces commerciales</b>		<b>42 751,00 €</b>	<b>44 820,54 €</b>	<b>51 270,00 €</b>	<b>53 770,00 €</b>	<b>55 228,00 €</b>	<b>55 000,00 €</b>
<b>73114 Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseau</b>		<b>18 255,00 €</b>	<b>34 755,00 €</b>	<b>2 867,00 €</b>	<b>63 900,00 €</b>	<b>39 037,00 €</b>	<b>20 000,00 €</b>
<b>7318 Autres impôts locaux et assimilés</b>							

Envoyé en préfecture le 13/04/2026

Reçu en préfecture le 13/04/2026

Publié le  
ID : 026-212602205-20260408-DEL2026\_04\_22-DE

On peut noter à nouveau une légère baisse du produit des impôts locaux en 2025 malgré la revalorisation des bases fiscales de +1,7%. Cette évolution plus défavorable que notre prévision s'explique par une diminution de 80 k€ du produit de la THRS du fait d'une remise à niveau du fichier des résidences secondaires tenu par la DGFiP dans le cadre de l'application GMBI. Pour 2026, nous anticipons une augmentation de + 1% des impôts locaux du fait de la progression de + 0,8% des bases locatives décidée en LF. Cette prévision intègre une baisse du taux de la TFNB de 105,67% à 70% (- 50 k€ de produit) et la hausse de la majoration sur la THRS de 15 à 30% (+50 k€ de produit). La suppression de la CVAE en 2023 est compensée par une fraction de TVA imputée à l'article 7388.

#### EVOLUTION DES TAUX DE FISCALITE LOCALE

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
<b>TAXE D'HABITATION /LES RESIDENCES SECONDAIRES</b>										proposition
<b>Majo THRS (15%)</b>	19,38%	19,38%	19,38%	19,38%	19,38%	19,38%	19,38%	19,38%	19,38%	19,38%
<b>TAXE SUR LE FONCIER BÂTI</b>	19,70%	18,32%	18,14%	18,14%	33,65%	33,65%	33,65%	33,65%	33,65%	33,65%
<b>TAXE SUR LE FONCIER NON BÂTI</b>	114,77%	106,74%	105,67%	105,67%	105,67%	105,67%	105,67%	105,67%	105,67%	70,00%
<b>COTISATIONS FONCIERES DES ENTREPRISES</b>	26,63%	24,77%	24,52%	24,52%	24,52%	24,52%	24,52%	24,52%	24,52%	24,52%
	arrondi	arrondi	arrondi	arrondi	arrondi	arrondi	arrondi	arrondi	arrondi	arrondi

La majoration de 15% de la THRS correspond à l'application de la délibération du 27 septembre 2023 et s'applique sur la cotisation de THRS. Il est proposé de porter cette majoration à 30% à compter de l'exercice 2026. En revanche, le taux de foncier non bâti, qui touche les exploitants agricoles, est abaissé à 70%.

- **La Dotation Globale de Fonctionnement**

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA2024	CA2025	BP 2026
<b>741 Dotations globales de fonctionnement</b>	<b>1 750 132,00 €</b>	<b>1 747 330,00 €</b>	<b>1 790 856,00 €</b>	<b>1 843 551,00 €</b>	<b>1 586 136,00 €</b>	<b>1 537 589,00 €</b>	<b>1 502 000,00 €</b>
7411 Dotation forfaitaire	995 542,00 €	981 832,00 €	977 595,00 €	974 483,00 €	692 803,00 €	667 135,00 €	632 000,00 €
74121 Dotation solidarité rurale 1ère fraction	565 510,00 €	592 584,00 €	631 066,00 €	682 575,00 €	718 673,00 €	705 809,00 €	700 000,00 €
74123 Dotation solidarité urbaine							
74127 Dotation nationale de péréquation	189 080,00 €	172 914,00 €	182 195,00 €	186 493,00 €	174 660,00 €	164 645,00 €	170 000,00 €
<b>748 Autres attributions &amp; participation</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>281 101,00 €</b>	<b>281 101,00 €</b>	<b>280 000,00 €</b>
74838 Compensation dotation forfaitaire					281 101,00 €	281 101,00 €	280 000,00 €
<b>Dotation globale</b>	<b>1 750 132,00 €</b>	<b>1 747 330,00 €</b>	<b>1 790 856,00 €</b>	<b>1 843 551,00 €</b>	<b>1 867 237,00 €</b>	<b>1 818 690,00 €</b>	<b>1 782 000,00 €</b>

La dotation globale de fonctionnement est à nouveau en baisse en 2026 de 35000€ après une diminution de 50 k€ en 2025.

## 2- Prélèvements réalisés au titre du F.N.G.I.R (Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources)

Années	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
<b>FNGIR</b>	<b>365 450,00 €</b>	<b>365 450,00 €</b>	<b>365 450,00 €</b>	<b>365 450,00 €</b>	<b>365 450,00 €</b>	<b>365 450,00 €</b>	<b>365 450,00 €</b>

Le F.N.G.I.R (Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources) a été mis en place pour assurer à chaque Commune, ou EPCI, la compensation des conséquences financières relatives à la suppression de la taxe professionnelle.

Cette mesure a été mise en place pour une durée de 20 ans, période pendant laquelle les ressources fiscales de chaque commune, ou EPCI, seront selon le cas diminuées/prélevement au profit du FNGIR.

## 3- Reversements obtenus au titre du FPIC (Fonds National de Péréquation des Ressources Intercommunales &amp; Communales)

Années	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
F.P.I.C	112 947,00 €	114 210,00 €	111 548,00 €	104 219,00 €	103 141,00 €	91 951,00 €	90 000,00 €
Prélèvement sur FPIC	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	16 412,00 €	41 612,00 €	42 000,00 €
<b>Recettes Nettes</b>	<b>112 947,00 €</b>	<b>114 210,00 €</b>	<b>111 548,00 €</b>	<b>104 219,00 €</b>	<b>86 729,00 €</b>	<b>50 339,00 €</b>	<b>48 000,00 €</b>

Le F.P.I.C (Fonds national de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communales) consiste à prélever une partie des ressources de certaines intercommunalités et communes pour la reverser à des intercommunalités et communes moins favorisées. Il est stable à 90 k€ en 2026 mais s'accompagne d'un prélèvement sur les comptes de la commune de 42k€. Le solde net est donc de 48 k€ soit une nette diminution par rapport aux premières années de son institution.

## C- Progression des dépenses de Fonctionnement

## 1- Evolution en hausse des charges à caractère général (Chapitre 011)

DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT							
Année	CA-2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025	BP-2026
montant	6 283 800,00 €	6 760 660,00 €	7 363 092,94 €	7 515 062,68 €	7 788 468,76 €	7 997 110,49 €	8 147 300,00 €
Evolution en pourcentage	-5,99%	7,59%	8,91%	2,06%	3,64%	2,68%	1,88%

Les dépenses réelles de fonctionnement sont en augmentation maîtrisée à + 2,68 % en 2025 (contre + 5,5 % prévue au BP). Pour 2026, nous anticipons une progression de 1,8 % de ces charges (+ 150 k€) en raison notamment de l'augmentation des dépenses de personnel (+ 115 k€) et des charges à caractère général + 83 k€ (après une baisse de 28 k€ en 2025). Le chapitre « Autres charges de gestion courante » est en revanche en baisse de 80 k€ en 2026 du fait notamment de l'absence de subvention au patrimoine aquatique. Les autres subventions restent globalement stables en 2026 sauf la contribution au fonctionnement de la médiathèque qui progresse de 16 k€. Nous intégrons de nouvelles contributions, l'une pour la rénovation des façades (20k€) des particuliers et l'autre pour la mise en place de l'Obligation Légale de Débroussaillage (OLD) confiée au PNR.

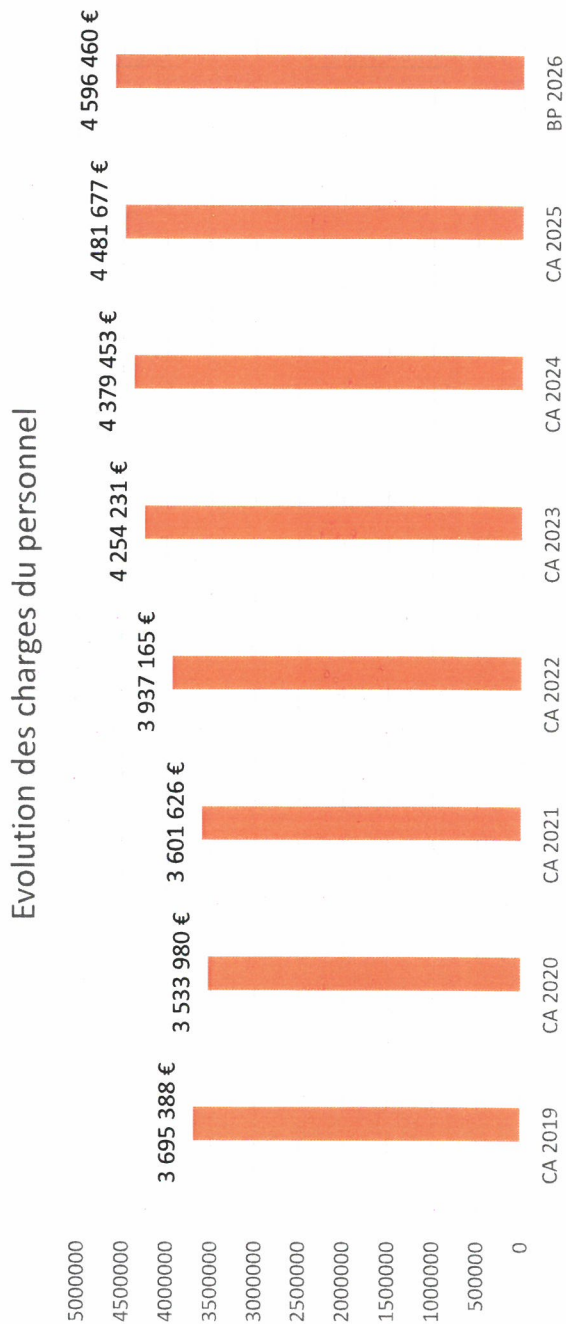
Nous budgétisons également une provision de 42 k€ pendant 4 ans correspondant au contentieux que la Ville a avec la société HEXAGONE, suite à la livraison des dispositions anti-intrusion.

## Focus sur les dépenses d'énergie :

Année	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025	BP 2026
Eau et assainissement	50 134,26 €	64 259,56 €	41 952,42 €	43 244,95 €	36 672,21 €	46 303,76 €	45 000,00 €
Electricité	289 041,24 €	291 922,81 €	521 055,76 €	478 539,44 €	425 459,10 €	359 394,87 €	375 000,00 €
<b>Total</b>	<b>339 175,50 €</b>	<b>356 182,37 €</b>	<b>563 008,18 €</b>	<b>521 784,39 €</b>	<b>462 131,31 €</b>	<b>405 698,63 €</b>	<b>420 000,00 €</b>
% d'augmentation	-9,78%	5,01%	58,07%	-7,32%	-11,43%	-12,21%	3,53%

On note une décélération des coûts de l'énergie depuis 2023 du fait de la politique municipale mise en place afin de limiter les consommations (extinction de l'éclairage public, isolation des bâtiments...) ; mais aussi de la baisse du prix de l'électricité et du gaz achetés auprès du SDED. On anticipe une hausse modérée de la facture énergétique liée à la flambée actuelle des prix du pétrole qui devrait être de courte durée.

## 2- Evolution en hausse des charges de personnel



En 2025, la masse salariale a progressé de manière raisonnée de + 2,3% (+109 K€), malgré la mise en place des tickets restaurant en année pleine (80k€) et le poste supplémentaire de secrétariat attribué au service CTM à partir de septembre 2025. **Les effectifs totaux sont en baisse de 1,3 ETP à 96 ETP en 2025 contre 97,27 en 2024, qui s'explique notamment par la suppression d'un poste d'ATSEM. La masse salariale est donc maîtrisée.**

En 2026, nous anticipons une progression des charges de personnel de + 115 k€ (+ 2,5%) consécutivement à :

- L'impact en année pleine du poste de secrétariat au CTM
- La poursuite de la revalorisation de +3 % des cotisations patronales CNRACL
- L'organisation des 2 tours des élections municipales
- Les avancements de carrière des agents.

Le nombre d'ETP est en légère augmentation en 2026 de 0,6 ETP et correspond principalement à l'impact du poste de secrétariat au CTM en année pleine.

	Année 2023 (réel)			Année 2024 (réel)			Année 2025 (réel)			Année 2026 (prévisionnel)		
	EFFECTIFS ETP			EFFECTIFS ETP			EFFECTIFS ETP			EFFECTIFS ETP		
	Titulaires	Non tit,	Total	Titulaires	Non tit,	Total	Titulaires	Non tit,	Total	Titulaires	Non tit,	Total
SERVICES ADMINISTRATIFS	14,8	5,76	20,56	14,39	6,12	20,51	13,79	6,56	20,35	14	6,55	20,55
	0,00%	8,68%	2,29%	-2,77%	6,25%	-0,24%	-4,17%	7,19%	-0,78%	1,52%	-0,15%	0,98%
	MONTANTS CHARGES			MONTANTS CHARGES			MONTANTS CHARGES			MONTANTS CHARGES		
	Titulaires	Non tit,	Total	Titulaires	Non tit,	Total	Titulaires	Non tit,	Total	Titulaires	Non tit,	Total
755 211,81 €	254 653,47 €	1 009 865,28 €	762 489,61 €	309 984,26 €	1 072 473,87 €	747 170,46 €	342 267,17 €	1 089 437,63 €	774 575,08 €	318 896,81 €	1 093 471,89 €	
4,48%	6,73%	5,04%	0,96%	21,73%	6,20%	-2,01%	10,41%	1,58%	3,67%	-6,83%	0,37%	
SERVICES TECHNIQUES	EFFECTIFS ETP			EFFECTIFS ETP			EFFECTIFS ETP			EFFECTIFS ETP		
	Titulaires	Non tit,	Total	Titulaires	Non tit,	Total	Titulaires	Non tit,	Total	Titulaires	Non tit,	Total
	32,26	9,98	42,24	31,17	10,53	41,7	32,17	9,25	41,42	34,56	8,27	42,83
	-2,86%	22,76%	2,18%	-3,38%	5,51%	-1,28%	3,21%	-12,16%	-0,67%	7,43%	-10,59%	3,40%
MONTANTS CHARGES			MONTANTS CHARGES			MONTANTS CHARGES			MONTANTS CHARGES			
Titulaires	Non tit,	Total	Titulaires	Non tit,	Total	Titulaires	Non tit,	Total	Titulaires	Non tit,	Total	
1 298 120,63 €	350 334,25 €	1 648 454,88 €	1 359 685,83 €	368 802,05 €	1 728 487,88 €	1 456 264,59 €	332 624,31 €	1 788 888,90 €	1 538 806,91 €	279 897,77 €	1 818 704,68 €	
-0,02%	42,93%	6,80%	4,74%	5,27%	4,86%	7,10%	-9,81%	3,49%	5,67%	-15,85%	1,67%	
ECOLLES	EFFECTIFS ETP			EFFECTIFS ETP			EFFECTIFS ETP			EFFECTIFS ETP		
	Titulaires	Non tit,	Total	Titulaires	Non tit,	Total	Titulaires	Non tit,	Total	Titulaires	Non tit,	Total
	15,6	6,55	22,15	15,63	6,89	22,52	15,23	6,7	21,93	14,73	5,8	20,53
	-9,57%	19,96%	-2,47%	0,19%	5,19%	1,67%	-2,56%	-2,76%	-2,62%	-3,28%	-13,43%	-6,38%
MONTANTS CHARGES			MONTANTS CHARGES			MONTANTS CHARGES			MONTANTS CHARGES			
Titulaires	Non tit,	Total	Titulaires	Non tit,	Total	Titulaires	Non tit,	Total	Titulaires	Non tit,	Total	
698 718,45 €	214 809,65 €	913 528,10 €	700 731,86 €	231 736,47 €	932 468,33 €	690 446,08 €	248 958,08 €	939 404,16 €	668 049,13 €	244 623,13 €	912 672,26 €	
5,87%	27,67%	10,30%	0,29%	7,88%	2,07%	-1,47%	7,43%	0,74%	-3,24%	-1,74%	-2,85%	
SERVICE JEUNESSE	EFFECTIFS ETP			EFFECTIFS ETP			EFFECTIFS ETP			EFFECTIFS ETP		
	Titulaires	Non tit,	Total	Titulaires	Non tit,	Total	Titulaires	Non tit,	Total	Titulaires	Non tit,	Total
	2	1	3	2,12	1	3,12	2,12	1	3,12	2,12	1	3,12
	0,00%	0,00%	0,00%	6,00%	0,00%	4,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
MONTANTS CHARGES			MONTANTS CHARGES			MONTANTS CHARGES			MONTANTS CHARGES			
Titulaires	Non tit,	Total	Titulaires	Non tit,	Total	Titulaires	Non tit,	Total	Titulaires	Non tit,	Total	
90 172,77 €	49 571,85 €	139 744,62 €	97 233,37 €	48 682,72 €	145 916,09 €	103 144,47 €	50 041,44 €	153 185,91 €	103 202,88 €	49 044,65 €	152 247,53 €	
5,00%	1,19%	3,61%	7,83%	-1,79%	4,42%	6,08%	2,79%	4,98%	0,06%	-1,99%	6,18%	

	EFFECTIFS ETP			EFFECTIFS ETP			EFFECTIFS ETP			EFFECTIFS ETP		
	Titulaires	Non tit,	Total	Titulaires	Non tit,	Total	Titulaires	Non tit,	Total	Titulaires	Non tit,	Total
POLICE MUNICIPALE	7,75	0	7,75	8	0	8	7,902	0	7,902	7,92	0	7,92
	-1,02%	0,00%	-1,02%	3,23%		3,23%	-1,23%		-1,23%	0,23%		0,23%
	MONTANTS CHARGES											
	390 581,47 €	0	390 581,47 €	401 401,27 €	0,00 €	401 401,27 €	385 977,65 €	0,00 €	385 977,65 €	416 061,77 €	0	416 061,77 €
	-0,05%	-0,05%	2,77%		2,77%	-3,84%		-3,84%	6,52%		6,52%	
TOTAL EFFECTIF PERMANENT	EFFECTIFS ETP											
	72,41	23,29	95,7	71,31	24,54	95,85	71,212	23,51	94,722	73,33	21,62	94,95
	-3,57%	17,09%	0,76%	-1,52%	5,37%	0,16%	-0,14%	-4,20%	-1,18%	2,97%	-8,04%	0,74%
	MONTANTS CHARGES											
3 232 805,13 €	869 369,22 €	4 102 174,35 €	3 321 541,94 €	959 205,50 €	4 280 747,44 €	3 383 003,25 €	973 891,00 €	4 356 894,25 €	3 500 695,77 €	892 462,36 €	4 393 158,13 €	
	2,37%	6,31%	2,74%	10,33%	4,35%	1,85%	1,53%	1,78%	3,48%	-8,36%	0,83%	
	variation 2022-2023 6,31%											
SAISONNIERS	EFFECTIFS ETP avec recenseurs											
	1,26	1,26	1,26	0	1,42	1,42	0	1,28	1,28	1,66	1,66	1,66
	9,57%	9,57%	9,57%	0,00%	12,70%	12,70%		-9,86%	-9,86%	29,69%	29,69%	29,69%
	MONTANTS CHARGES											
42 059,87 €	42 059,87 €	42 059,87 €	0,00 €	45 819,47 €	45 819,47 €	0,00 €	47 913,39 €	47 913,39 €	51 595,40 €	51 595,40 €	51 595,40 €	
	16,55%	16,55%	0,00%	8,94%	8,94%		4,57%	4,57%	7,68%	7,68%	7,68%	
	variation 2022-2023 1,78%											
TOTAL GENERAL I	EFFECTIFS ETP											
	72,41	24,55	96,96	71,31	25,96	97,27	71,212	24,79	96,002	73,33	23,28	96,61
	-3,57%	16,68%	0,86%	-1,52%	5,74%	0,32%	-0,14%	-4,51%	-1,30%	2,97%	-6,09%	0,63%
	MONTANTS CHARGES											
3 232 805,13 €	911 429,09 €	4 144 234,22 €	3 321 541,94 €	1 005 024,97 €	4 326 566,91 €	3 383 003,25 €	1 021 804,39 €	4 404 807,64 €	3 500 695,77 €	944 057,76 €	4 444 753,53 €	
	2,37%	23,66%	6,40%	2,74%	10,27%	1,85%	1,67%	1,81%	3,48%	-7,61%	1,1%	
	variation 2022-2023 6,40%											
Autres charges personnels	EFFECTIFS ETP											
	MONTANTS CHARGES											
	variation 2022-2023 1,81%											
	EFFECTIFS ETP avec recenseurs											
MONTANTS CHARGES												
variation 2022-2023 1,81%												
TOTAL GENERAL II												
variation 2022-2023 2,33%												
TOTAL GENERAL II												
variation 2022-2023 2,94%												
TOTAL GENERAL II												
variation 2022-2023 2,33%												
TOTAL GENERAL II												
variation 2022-2023 2,33%												

21

## Evolution des Contingents et Subventions versés

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025	BP 2026
<b>651</b>							
<b>Charges d'intervention - Aides à la personne</b>	- €	100 000,00 €	5 000,00 €	6 000,00 €	- €	2 000,00 €	2 000,00 €
Aides	- €	100 000,00 €	5 000,00 €	6 000,00 €	- €	2 000,00 €	2 000,00 €
<b>653</b>							
<b>Indtés &amp; frais de mission Maire &amp; Adjts</b>	122 232,26 €	121 657,47 €	127 050,22 €	128 189,72 €	129 250,03 €	133 146,65 €	142 500,00 €
Indemnités maire et adjoints	107 238,69 €	106 731,72 €	108 609,42 €	111 315,84 €	112 819,92 €	113 958,96 €	121 000,00 €
Frais de Mission Maire & Adjoint	74,08 €	74,08 €	2 821,46 €	1 135,63 €	756,60 €	4 677,15 €	1 500,00 €
65312	6 101,77 €	6 388,12 €	6 868,78 €	6 971,51 €	6 798,89 €	6 684,50 €	8 500,00 €
Cotis de retraite Maire & Adjoint	7 757,95 €	7 335,57 €	7 336,06 €	7 588,92 €	7 735,58 €	7 826,04 €	8 500,00 €
65315	1 082,51 €	1 076,64 €	1 362,26 €	1 124,28 €	1 139,04 €	- €	3 000,00 €
Cotisation sec sociale part patronale formation	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
65316	51,34 €	51,34 €	52,24 €	53,54 €	- €	- €	- €
Frais de représentation du maire Cotis Fds de financnt de fin de mandat	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
<b>654</b>							
<b>Pertes sur créances irrécouvrables</b>	- €	- €	- €	21 951,27 €	- €	10 326,03 €	4 500,00 €
6541	- €	- €	- €	21 951,27 €	- €	4 494,79 €	4 500,00 €
Créances admises en non valeur	- €	- €	- €	- €	- €	5 831,24 €	- €
6542	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Créances éteintes	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
<b>655</b>							
<b>Contingents &amp; particip.obligatoires</b>	456 100,74 €	481 987,24 €	488 916,50 €	538 992,38 €	565 690,34 €	567 251,06 €	589 040,00 €
6552	230 884,00 €	230 884,00 €	267 232,00 €	281 330,00 €	294 577,00 €	299 445,00 €	302 840,00 €
Contingent aide sociale	19 059,00 €	18 405,50 €	18 386,00 €	17 658,00 €	24 335,50 €	80 785,18 €	24 500,00 €
6553	Service d'incendie	49 164,00 €	50 923,50 €	55 021,50 €	56 202,96 €	- €	57 200,00 €
65561	Contrib.fds de compens charges territoriales	168 097,74 €	134 838,74 €	133 795,00 €	151 242,88 €	156 959,88 €	170 500,00 €
65568	Autres contributions	38 060,00 €	48 695,00 €	18 580,00 €	33 740,00 €	33 615,00 €	34 000,00 €
6558	Autres contributions obligatoires-mediath	575 882,82 €	821 741,03 €	634 227,83 €	497 998,67 €	604 210,56 €	622 500,00 €
6558-1	Autres contributions obligatoires-école notre dame	- €	- €	- €	- €	- €	- €
<b>657</b>							
<b>Subventions</b>	170 000,00 €	230 000,00 €	100 000,00 €	- €	50 000,00 €	100 000,00 €	5 000,00 €
657351	Subvention de fonctionnement GFP de rattachement	151 000,00 €	150 000,00 €	151 000,00 €	185 000,00 €	200 000,00 €	200 000,00 €
657358	Autres groupements	- €	- €	- €	- €	- €	- €
657362.11	Subv de fonctionnement à caractère administratif	- €	- €	- €	- €	- €	- €
657363	C.C.A.S	189 078,82 €	165 292,00 €	207 301,20 €	186 271,40 €	194 132,02 €	200 000,00 €
657364.1	Subvention de fonct à carc indus et commer	62 804,00 €	104 020,68 €	129 650,63 €	118 382,27 €	110 897,65 €	145 000,00 €
657381	Autres établissements publics locaux	1 000,00 €	4 000,00 €	19 710,00 €	12 300,00 €	36 150,00 €	25 000,00 €
65742	Subvention aux pers. de droit privé	- €	- €	- €	- €	- €	- €
65748	Subv. Autres organismes	- €	- €	- €	- €	- €	- €
65748-1	SubvAutres organismes -Conventionnel	189 078,82 €	165 292,00 €	207 301,20 €	186 271,40 €	194 132,02 €	200 000,00 €
65748-2	Subv fêtes & cérémonies - subv fonctionnement	62 804,00 €	104 020,68 €	129 650,63 €	118 382,27 €	110 897,65 €	145 000,00 €
65748-3	Subvention OPAH - Façades	1 000,00 €	4 000,00 €	19 710,00 €	12 300,00 €	36 150,00 €	25 000,00 €
65748-4	Subvention de fonctionnement Corso	- €	- €	- €	- €	- €	- €
65748-5	Subvention de fonct. autres org-exceptionnelles	2 000,00 €	7 893,48 €	2 172,00 €	30 045,00 €	22 530,89 €	12 500,00 €
<b>658</b>							
<b>Charges diverses de la gestion courantes</b>	499,75 €	37 240,29 €	24 874,56 €	41 772,38 €	51 621,44 €	65 604,01 €	63 500,00 €
65818	Autres	- €	21 260,64 €	24 848,21 €	41 771,00 €	51 593,66 €	63 500,00 €
6583	Intérêt moratoires	498,02 €	176,78 €	- €	- €	- €	- €
65888	Autres	1,73 €	1,29 €	0,35 €	1,38 €	1,88 €	- €
65888	Autres (charges exceptionnelles)	- €	15 801,58 €	26,00 €	27,78 €	- €	- €

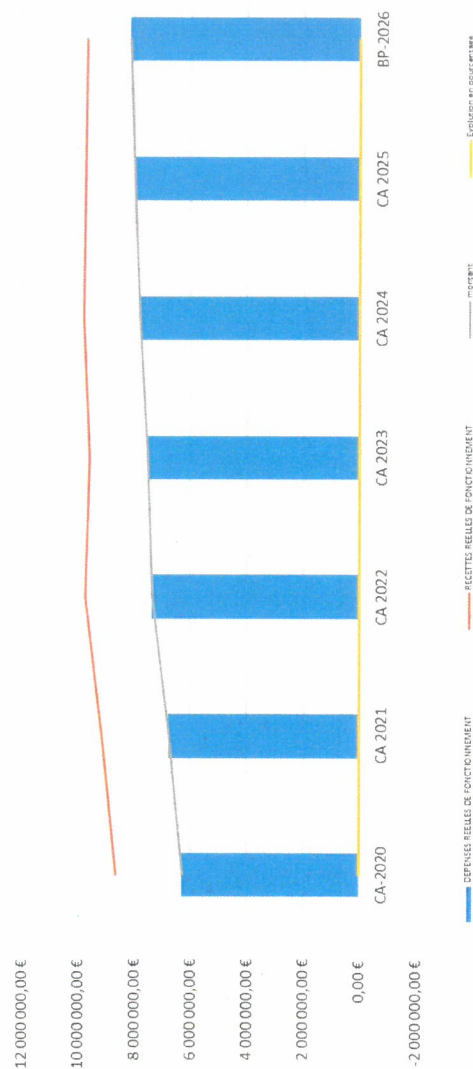
Le chapitre 65 est en baisse de 80 k€ sur 2026 du fait notamment de l'absence de subvention d'équilibre à verser au parc aquatique (100 k€ en 2025). Les subventions aux associations sont stables tandis que la participation au fonctionnement de la médiathèque augmente de 16 k€ du fait de l'application de la convention. On note également deux nouvelles contributions, l'une pour la rénovation des façades (20k€) des particuliers et l'autre pour la mise en place de l'Obligation Légale de Débroussaillage (OLD), confiée au PNR.

### 3- Evolution du budget de Fonctionnement

RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT							
Année	CA-2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025	BP-2026
montant	8 664 035,00 €	9 153 016,41 €	9 743 213,03 €	9 591 951,30 €	9 808 165,87 €	9 769 024,64 €	9 689 450,00 €
Evolution en pourcentage	1,10%	5,64%	6,45%	-1,55%	2,25%	-0,40%	-0,81%

DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT							
Année	CA-2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025	BP-2026
montant	6 283 800,00 €	6 760 660,00 €	7 363 092,94 €	7 515 062,68 €	7 788 468,76 €	7 997 110,49 €	8 147 300,00 €
Evolution en pourcentage	-5,99%	7,59%	8,91%	2,06%	3,64%	2,68%	1,88%

Evolution du budget de fonctionnement



Depuis 2021, on peut constater que les dépenses réelles de fonctionnement sont plus dynamiques que les recettes réelles, ce qui a pour conséquence de réduire l'excédent annuel d'exploitation. Si l'évolution des dépenses est contenue (+1,8% en 2026 après +2,6% en 2025), on peut noter en revanche que les recettes réelles ont une trajectoire baissière depuis 2025 consécutivement à la diminution des dotations de l'Etat et des produits fiscaux. Cette évolution doit être corrigée sur le mandat afin d'éviter l'effet de ciseaux qui serait préjudiciable à la capacité d'investir de la commune.

## D- Les Investissements 2026

## 1- Les investissements envisagés en 2026

DEPENSES		2026
LIBELLE		
Capital des emprunts		571 000,00 €
restitution de caution		7 000,00 €
Fonds de concours		12 000,00 €
Matériels + véhicules		438 000,00 €
Bâtiments publics		390 000,00 €
Voirie		333 000,00 €
Eclairage publics - SDED		177 200,00 €
programme Maison des Sports		7 000,00 €
Programme Foncier		30 000,00 €
Programme Matériel Lutte Incendie DECI		20 000,00 €
Programme Foyer Jeunes Travailleurs		1 500,00 €
Programme Aménagement quartier Salérand		42 500,00 €
Programme Maison des Huiles de France		6 000,00 €
Programme Rénovation patrimoine		72 000,00 €
Programme Aménagement d'un jardin arboré et Digue		2 700,00 €
Programme Modification PLU		5 000,00 €
Programme annuel écoles (Matériels & bâtiments)		30 000,00 €
Réhabilitation GS Sauve (AP/CP)		32 000,00 €
Programme GS Meyne		132 000,00 €
Programme Bâtiments des Chars		2 500,00 €
Programme équipements sportifs (AP/CP)		1 051 545,00 €
Programme Rénovation ouvrages d'Art		30 000,00 €
Programme Etudes Diverses		25 800,00 €
Programme Mochatte (AP/CP)		411 500,00 €
Travaux en régie		50 000,00 €

DEPENSES		
LIBELLE	2026	
OO intra section	200 000,00 €	
Reprise amortissement/subvention	61 500,00 €	
Besoins RAR	1 956 284,92 €	
<b>TOTAL DES DEPENSES PREVISIONNELLES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>6 098 029,92 €</b>	
RECETTES		
LIBELLE	2026	
Excédent d'investissement reporté	580 041,30 €	
Fonds de compensation de TVA	800 000,00 €	
Taxe d'aménagement	80 000,00 €	
Emprunts	500 000,00 €	
Subventions diverses	75 566,10 €	
Stade	350 000,00 €	
Dotations aux amortissements	1 945 000,00 €	
1068 -Excédents de fonctionnement capitalisés	1 376 243,62 €	
OO intra section	200 000,00 €	
Virement de la section de fonctionnement	191 178,90 €	
<b>TOTAL DES RECETTES PREVISIONNELLES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>6 098 029,92 €</b>	

• *Poursuite d'un programme d'investissements important en 2026*

Dépenses d'équipement						CUMUL	
année	CA-2020	CA-2021	CA-2022	CA-2023	CA-2024	CA-2025	BP-2026
montant	3 015 490,47 €	2 638 129,97 €	4 623 168,80 €	5 176 831,13 €	3 158 799,45 €	3 992 639,61 €	5 208 529,92 €
							27 813 589,35 €

Les mandats d'investissements 2025 se sont chiffrés à 3992 k€ auxquels il convient de rajouter les RAR pour un montant de 1956 k€ soit un total de 5948 k€.

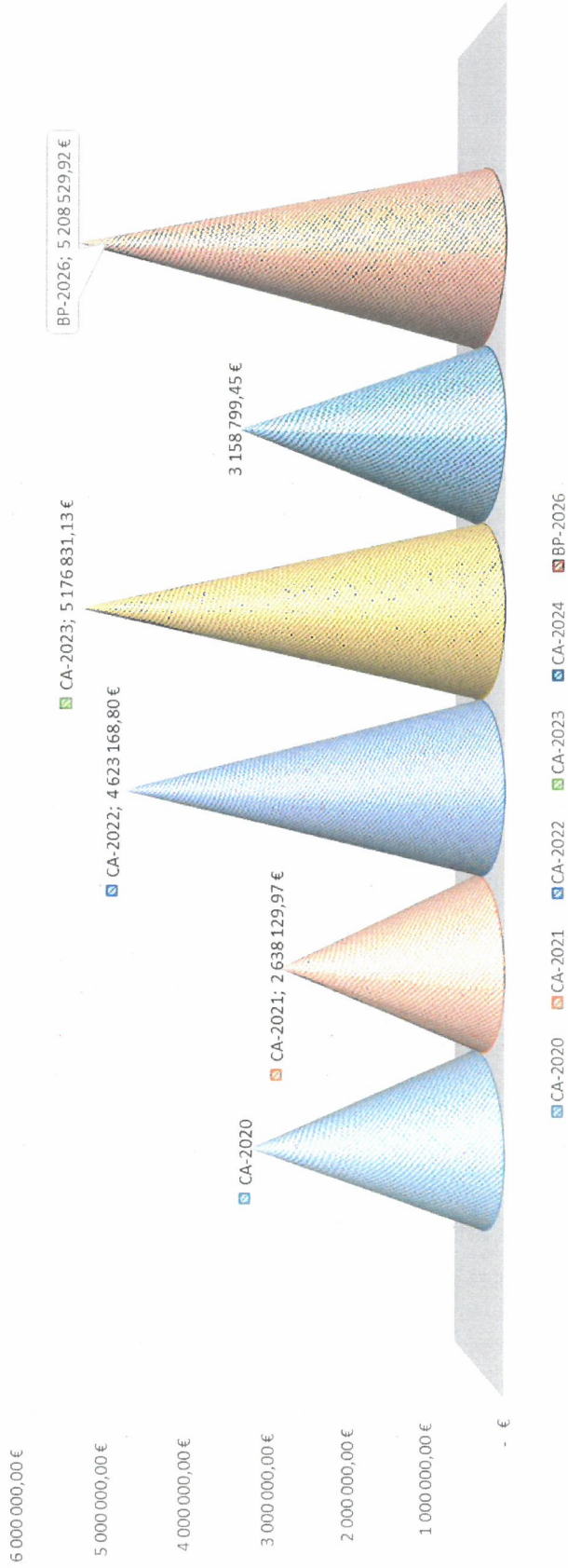
En 2026, nous prévoyons un programme d'investissements (hors RAR) de 3252 k€ qui porte sur les dossiers suivants :

- Poursuite et fin de la réhabilitation du stade d'athlétisme (1051 k€) et du réaménagement de la Mochatte (411 k€)
- Réalisation d'un programme de voirie (333 k€) comprenant notamment le réaménagement complet de la rue JH FABRE.
- Réalisation d'un programme de rénovation thermique de 2 bâtiments communaux (240 k€) : Maisons BASSO et LAUTHERHAN
- Aménagement des nouveaux locaux du CCAS et sécurisation des locaux de l'HVD

- Acquisition de matériels et véhicules pour les services 438 k€
- Programme de rénovation d'une partie de l'éclairage public Av Frédéric MISTRAL et parking Grande Prairie (177 k€)
- Subventions aux particuliers dans le cadre de l'OPAH et de l'opération Façades (20k€)
- Lancement d'études diverses, notamment pour la réhabilitation de l'Hôtel de Ville.

Cette campagne d'investissements sera financée par l'autofinancement de la section d'exploitation (2.136 k€), un emprunt (500 k€), le FCTVA (800 k€) et plusieurs subventions (425k€).

En intégrant les RAR sur 2026, les dépenses totales d'équipement sont estimées à 5208 k€, soit une année d'investissements importants.



2- Autorisations de programme/Crédits de paiement

Afin de limiter les ouvertures de crédits annuels aux besoins de mandatement de chaque exercice tout en améliorant la lisibilité financière pluriannuelle des comptes, le Code Général des Collectivités Territoriales offre la possibilité de gérer certains crédits en Autorisations de Programme et Crédits de Paiement (AP/CP).

AUTORISATION DE PROGRAMME AP	REALISE CA 2023	CREDITS DE PAIEMENTS CP 2024	REALISE 2024 Payé	CREDITS DE PAIEMENT CP 2025	REALISE 2025 Payé	RAR	CREDITS DE PAIEMENT CP 2026	RECETTES PREVISIONNELLES
Rénovation esthétique et performance énergétique du GS de SAUVE								
Maitrise d'œuvres et études	167 838,15 €	58 361,85 €		- €		9%		Divers DETR
Divers	20 838,15 €	20 838,15 €		- €				DSIL/Fonds verts
Travaux	2 074 374,33 €	2 074 374,33 €		950 000,00 €	1 166 024,82 €			Bonification transition écologique
Travaux et prestations hors marché	75 579,14 €	1 050 000,00 €	699 599,67 €	50 000,00 €	32 866,22 €			Département
<b>Opération 2107 - GS de SAUVE</b>	<b>167 838,15 €</b>	<b>1 129 200,00 €</b>	<b>699 599,67 €</b>	<b>1 000 000,00 €</b>	<b>1 197 891,04 €</b>	<b>209 759,84 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>FEDER</b>
Réhabilitation Quartier de la Mochatte								<b>Autofinancement</b>
Maitrise d'œuvre et études	14 619,65 €	6 186,00 €	19 497,95 €		12 410,80 €	30%		15% DETR
Mission CT	6 508,80 €				4 070,67 €			
Mission SPS	6 186,00 €	6 186,00 €	1 729,41 €		3 603,42 €			
Lot 1 Terrassement voirie signalisation	646 155,00 €	458 500,00 €		189 000,00 €	525 247,20 €			
Lot 2 Réseaux humides	336 278,20 €	245 300,00 €		97 000,00 €	305 618,80 €			Département
Budget Ass	208 333,33 €	146 800,00 €	16 543,00 €	62 000,00 €	157 096,23 €			Agence de l'eau
Budget Eau	258 333,33 €	146 050,00 €	16 895,00 €	113 000,00 €	174 098,33 €			Autofinancement
Lot 3 Espaces verts/mobilier	69 120,00 €			70 000,00 €	10 728,00 €			
Elec/Télécom	378 300,00 €			384 000,00 €			340 000,00 €	
<b>Opération 330 - QUARTIER MOCHATTE</b>	<b>14 619,65 €</b>	<b>1 002 836,00 €</b>	<b>63 561,36 €</b>	<b>915 000,00 €</b>	<b>1 193 773,95 €</b>	<b>701 024,49 €</b>	<b>340 000,00 €</b>	<b>2 309 764,25 €</b>
Création d'un stade d'athlétisme								
Maitrise d'œuvre et études	153 000,00 €	153 000,00 €	29 320,02 €	0,00 €	24 057,84 €	53%		Département
Travaux	1 810 043,29 €	0,00 €		1 000 000,00 €		1%	20 000,00 €	46% Département
Travaux et prestations hors marché	35 000,00 €						843 543,29 €	Agence national du sport
<b>Opération 2202 - Equipements sportifs</b>	<b>1 963 043,29 €</b>	<b>153 000,00 €</b>	<b>29 320,02 €</b>	<b>1 000 000,00 €</b>	<b>24 057,84 €</b>	<b>1 048 608,45 €</b>	<b>898 543,29 €</b>	<b>1 674 666,29 €</b>
								<b>Autofinancement</b>

Envoyé en préfecture le 13/04/2026  
 Reçu en préfecture le 13/04/2026  
 Publié le  
 ID : 026-212602205-20260408-DEL2026\_04\_22-DE

## 3- Financement des Investissements

## → Capacité d'autofinancement

ANNEE	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025	BP 2026
<b>Total des produits de fonctionnement = A</b>	<b>8 664 035,11 €</b>	<b>9 164 410,80 €</b>	<b>9 743 852,91 €</b>	<b>9 636 151,74 €</b>	<b>9 849 883,87 €</b>	<b>9 831 115,04 €</b>	<b>9 750 950,00 €</b>
dont..... Produits de services	245 872,87 €	335 243,18 €	380 736,38 €	373 076,81 €	407 024,39 €	383 433,95 €	391 000,00 €
dont..... Impôts locaux	5 514 284,00 €	5 929 788,00 €	6 092 197,54 €	6 186 783,00 €	6 529 717,00 €	6 503 006,00 €	6 545 000,00 €
dont..... autres impôts & taxes	630 278,27 €	761 530,50 €	864 202,26 €	951 721,12 €	905 050,19 €	886 711,50 €	902 500,00 €
dont..... Dotation globale de fonctionnement	1 750 132,00 €	1 747 330,00 €	1 790 856,00 €	1 843 551,00 €	1 586 136,00 €	1 537 589,00 €	1 502 000,00 €
dont..... Autres dotations	142 763,50 €	286 394,72 €	124 443,90 €	67 471,00 €	72 080,27 €	92 905,68 €	60 000,00 €
dont..... Attribution de péréquation et de compensation	448 337,00 €	96 257,00 €	147 270,50 €	165 648,50 €	418 946,00 €	403 614,00 €	400 000,00 €
dont..... Autres produits de gestion courante	216 470,75 €	224 129,64 €	224 656,34 €	246 963,53 €	235 070,15 €	229 273,24 €	244 500,00 €
dont..... Produits financiers	35,95 €	33,91 €	33,86 €	37,11 €	44,89 €	45,65 €	- €
dont..... Produits exceptionnels	20 436,72 €	62 368,47 €	183 792,02 €	25 029,47 €	12 577,22 €	20 297,74 €	1 000,00 €
dont..... provisions	- €	44 000,00 €	235 000,00 €	21 951,27 €	- €	79 738,73 €	3 100,00 €
dont..... Opération d'ordre (Tvx régie et Amortissement)	60 874,05 €	42 785,38 €	66 114,11 €	121 147,84 €	67 460,76 €	103 344,55 €	111 500,00 €
moins..... Atténuation de produits	- 365 450,00 €	- 365 450,00 €	- 365 450,00 €	- 367 228,91 €	- 384 223,00 €	- 408 845,00 €	- 409 650,00 €
<b>Total des charges de fonctionnement = B</b>	<b>6 736 204,35 €</b>	<b>7 248 205,88 €</b>	<b>8 556 973,37 €</b>	<b>9 178 316,04 €</b>	<b>9 682 882,16 €</b>	<b>9 947 781,40 €</b>	<b>10 092 300,00 €</b>
dont..... Charges de personnel	3 533 980,52 €	3 601 626,43 €	3 937 164,80 €	4 254 230,82 €	4 379 453,23 €	4 481 676,98 €	4 596 460,00 €
dont..... achat & charges externes	1 518 720,70 €	1 513 475,92 €	2 086 937,77 €	1 964 567,11 €	1 988 261,32 €	1 960 281,33 €	2 043 200,00 €
dont..... charges financières	125 527,03 €	83 854,34 €	75 168,12 €	66 959,91 €	76 350,76 €	61 477,69 €	88 600,00 €
dont..... contingents	456 100,74 €	481 987,24 €	488 916,50 €	538 992,38 €	565 690,34 €	567 251,06 €	589 040,00 €
dont..... subventions	575 884,55 €	821 741,03 €	634 227,83 €	497 998,67 €	604 210,56 €	724 751,64 €	622 500,00 €
dont..... Autres charges de gestion courante	122 232,26 €	258 897,76 €	156 924,78 €	197 913,37 €	180 871,47 €	211 076,69 €	212 500,00 €
dont..... Titre annulée	4 633,22 €	22 224,95 €	4 851,13 €	1 906,76 €	549,67 €	1 307,00 €	5 000,00 €
dont..... Opération d'ordre (dt Provision & Amortissement)	457 404,55 €	487 545,18 €	1 193 880,43 €	1 663 253,36 €	1 894 413,40 €	1 950 670,91 €	1 945 000,00 €
moins..... Atténuation des charges	- 58 279,22 €	- 7 168,61 €	- 21 071,99 €	- 7 506,34 €	- 6 918,59 €	- 10 711,90 €	- 10 000,00 €
<b>Résultats comptables = A- B- R</b>	<b>1 927 830,76 €</b>	<b>1 916 204,92 €</b>	<b>1 186 879,54 €</b>	<b>457 835,70 €</b>	<b>167 001,71 €</b>	<b>- 116 666,36 €</b>	<b>- 341 350,00 €</b>
amortissements (6811)	427 404,55 €	379 250,29 €	1 190 775,55 €	1 638 303,92 €	1 894 413,40 €	1 940 670,91 €	1 945 000,00 €
provisions	25 000,00 €	44 000,00 €	- €	- €	- €	102 802,61 €	47 000,00 €
Cession immobilisation	- €	- €	- €	- €	- €	10 000,00 €	- €
Reprise sur amortissement & provision zac	- €	- €	235 000,00 €	21 951,27 €	- €	- €	3 100,00 €
Quote part des subvention (recette du 777)	- €	- €	- €	40 527,00 €	41 744,00 €	62 090,40 €	61 500,00 €
<b>Capacité d'autofinancement brut</b>	<b>2 380 235,31 €</b>	<b>2 295 455,21 €</b>	<b>2 142 655,09 €</b>	<b>2 033 661,35 €</b>	<b>2 019 670,11 €</b>	<b>1 794 978,03 €</b>	<b>1 586 050,00 €</b>
Remboursement du Capital des emprunts	596 760,00 €	561 583,16 €	547 070,38 €	566 673,40 €	582 040,35 €	588 972,64 €	571 000,00 €
<b>Capacité d'autofinancement NET</b>	<b>1 783 475,31 €</b>	<b>1 733 872,05 €</b>	<b>1 595 584,71 €</b>	<b>1 466 987,95 €</b>	<b>1 437 629,76 €</b>	<b>1 206 005,39 €</b>	<b>1 015 050,00 €</b>

Comme on l'observe depuis quelques années, les résultats comptables d'exploitation sont en baisse exercice après exercice : de + 1916 k€ en 2021, on passe à un excédent de 167 k€ en 2024 et un déficit réel de 116 k€ en 2025.

Cette évolution est en partie due à des dépenses nettement plus dynamiques que les recettes, notamment sur les chapitres 11 et 12, du fait notamment de certaines décisions gouvernementales liées à la politique salariale (augmentation importante de la valeur du point suite au conflit en Ukraine en 2022, passage de la cotisation employeur CNRACL de 31,65% en 2024 à 43,65 en 2028...) ; mais également à la trajectoire baissière depuis 2024 des recettes consécutivement à la diminution des dotations de l'Etat (voir p11) et du produit fiscal lié à la THRS.

Dès cette année, nous prévoyons donc une augmentation de la majoration de 15 à 30% de la THRS ainsi que du prix d'entrée au parc aquatique pour les clients extérieurs à NYONS.

Toutefois le facteur majeur de cette évolution défavorable reste la mise à jour des actifs de la commune qui a généré une explosion des dotations aux amortissements, de 427 k€ en 2020 à 1950 k€ en 2025.

Par voie de conséquence, la CAF brute qui réintègre les amortissements reste à un niveau confortable en 2025 (1795 k€). Il en est de même de la CAF nette, qui mesure l'autofinancement de la commune après remboursement du capital des emprunts : elle est de 1206 k€ en 2025 (en baisse depuis 2021), soit une capacité importante pour financer la campagne d'investissements.

Pour 2026, elle est estimée à 1015 k€, ce qui s'explique par la dégradation du résultat comptable d'exploitation.

Cette évolution défavorable de la CAF nette depuis 2021 a des conséquences sur la capacité de la commune à investir et doit nous interroger sur la mobilisation de nouvelles ressources pour rétablir à l'avenir un excédent d'exploitation pérenne.

Pour mémoire, la CAF nette de remboursements de dettes bancaires était de 1 437 K€ en 2024 soit 208€/h contre une moyenne de 228 €/h sur la strate équivalente.

Fiche synthétique :

DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT BUDGET PRINCIPAL	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025	BP 2026	C
	3 015 490,47 €	2 638 129,97 €	4 623 168,80 €	5 176 831,13 €	3 158 799,63 €	3 992 639,61 €	5 208 529,92 €	
VIREMENT à la SECTION D'INVESTISSEMENT	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025	BP 2026	D
	132 562,27 €	1 419 726,91 €	982 569,19 €	743 304,20 €	142 506,26 €	1 376 243,62 €	191 178,90 €	
DETTES	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2026	E
CAPITAL RESTANT DU	3 968 981,18 €	3 406 898,02 €	3 559 827,64 €	3 693 154,24 €	3 111 113,89 €	3 522 141,25 €	3 451 176,09 €	
CAPITAL	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2026	E1
	596 760,47 €	562 083,16 €	547 070,38 €	566 673,40 €	582 040,35 €	588 972,64 €	570 965,16 €	
INTÉRÊTS	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2026	E2
	125 527,03 €	83 854,34 €	84 003,66 €	68 756,75 €	76 466,68 €	68 582,75 €	92 863,38 €	
ANNUITÉS	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2026	E3
	722 287,50 €	645 937,50 €	631 074,04 €	635 430,15 €	658 507,03 €	657 555,39 €	663 828,54 €	

Envoyé en préfecture le 13/04/2026

Reçu en préfecture le 13/04/2026

Publié le

ID : 026-212602205-20260408-DEL2026\_04\_22-DE

**E- Etat de la dette Budget Principal**

Exercice	BUDGET PRINCIPAL					
	Encours Début	Tirage	Amortissement	Intérêts	Annuité	Encours Fin
2019	4 085 734,36 €	700 000,00 €	519 994,30 €	115 297,31 €	635 291,61 €	4 265 740,06 €
2020	4 565 741,65 €	0,00 €	596 760,47 €	125 527,03 €	722 287,50 €	3 968 981,18 €
2021	3 988 981,18 €	0,00 €	562 083,16 €	83 854,34 €	645 937,50 €	3 406 898,02 €
2022	3 406 898,02 €	700 000,00 €	547 070,38 €	84 003,66 €	631 074,04 €	3 559 827,64 €
2023	3 559 827,64 €	700 000,00 €	566 673,40 €	68 756,75 €	635 430,15 €	3 693 154,24 €
2024	3 693 154,24 €	0,00 €	582 040,35 €	76 466,68 €	658 507,03 €	3 111 113,89 €
2025	3 111 113,89 €	1 000 000,00 €	588 972,64 €	68 582,75 €	657 555,39 €	3 522 141,25 €
2026	3 522 141,25 €	500 000,00 €	570 965,16 €	92 863,38 €	663 828,54 €	3 451 176,09 €
2027	3 451 176,09 €	0,00 €	470 509,85 €	85 158,24 €	555 668,09 €	2 980 666,24 €
2028	2 980 666,24 €	0,00 €	427 096,47 €	84 212,38 €	511 308,85 €	2 553 569,76 €
2029	2 553 569,76 €	0,00 €	270 951,64 €	75 232,00 €	346 183,64 €	2 282 618,12 €
2030	2 282 618,12 €	0,00 €	270 951,66 €	67 714,36 €	338 666,02 €	2 011 666,46 €
2031	2 011 666,46 €	0,00 €	260 000,03 €	60 244,10 €	320 244,13 €	1 751 666,43 €
2032	1 751 666,43 €	0,00 €	260 000,03 €	53 326,96 €	313 326,99 €	1 491 666,40 €
2033	1 491 666,40 €	0,00 €	260 000,03 €	46 210,82 €	306 210,85 €	1 231 666,37 €
2034	1 231 666,37 €	0,00 €	259 999,98 €	39 149,12 €	299 149,10 €	971 666,39 €
2035	971 666,39 €	0,00 €	193 333,36 €	32 117,48 €	225 450,84 €	778 333,03 €
3036	778 333,03 €	0,00 €	193 333,36 €	25 607,00 €	218 940,36 €	584 999,67 €
2037	584 999,67 €	0,00 €	193 333,31 €	19 002,20 €	212 335,51 €	391 666,36 €
2038	391 666,36 €	0,00 €	146 666,69 €	12 421,65 €	159 088,34 €	244 999,67 €
2039	244 999,67 €	0,00 €	111 666,48 €	7 401,31 €	119 067,79 €	133 333,19 €
2040	133 333,19 €	0,00 €	99 999,81 €	3 751,31 €	103 751,12 €	33 333,38 €
2041	33 333,38 €	0,00 €	33 333,38 €	1 118,33 €	34 451,71 €	0,00 €

**Annuité**



**Annuité**

Le profil de la dette est baissier depuis 2020, ce qui se traduit par des annuités de 663 k€ en 2026 contre 722 k€ en 2020. Malgré l'emprunt de 500 k€ en 2025, l'encours de dette se situe à 3451k€ soit 495€/h, ratio inférieur du double à la moyenne nationale.

Envoyé en préfecture le 13/04/2026

Reçu en préfecture le 13/04/2026

Publié le

ID : 026-212602205-20260408-DEL2026\_04\_22-DE

## Structure de l'encours de la dette

Numéro du Contrat	Objet de la dette	Date de Réalisation	Date de dernière échéance	Montant Initial	Durée Initiale	Durée Résiduelle au 01/01/2026	Organisme Prêteur	Index de taux	Taux Constaté au 01/01/2026	Dette en capital au 01/01/2026	Dette en capital au 31/12/2026	Niveau de risque (Gissler)	Type de Risque
Barème simple													
MON227719EUR/0235505	EMPRUNT CLF 1.524.490,17€ pour espace aquatique TIP-TOP Euribor	30/06/2000	01/03/2030	336 683,65 €	30 ans	4 ans, 2 mois	DEXIA	EURIOR 12M + 0,1	4,01	54 758,08 €	43 806,47 €	1B	Barrière Euribor
Emprunts à taux fixe sur la durée de vie du contrat													
00000513390	500.000€ EMPRUNT 2011- SUR 15ANS FIXE 3,86 ECH ANNUELLE	26/06/2011	21/01/2026	500 000,00 €	15 ans		CAISSE REGIONALE CREDIT AGRICOLE	FIXE	3,88	42 190,27 €	0,00 €	1A	Taux Fixe Simple
A191203L000	Année 2012- 1.100.000€ s/15 ans ech.annuelles tx fixe 4,63 apparent	25/07/2012	25/04/2026	1 100 000,00 €	15 ans	3 mois	CAISSE D'EPARGNE DROME PROVENCE	FIXE	4,64	93 528,22 €	0,00 €	1A	Taux Fixe Simple
1056259	CRCA-500.000€/12ANS à 1.30%	04/07/2015	04/07/2027	500 000,00 €	12 ans	1 an, 6 mois	CAISSE REGIONALE CREDIT AGRICOLE	FIXE	1,30	88 806,23 €	44 689,87 €	1A	Taux Fixe Simple
00001195711	600.000€ CRCA s/12 ans à 0.93% Inv 2016	28/09/2016	30/09/2028	600 000,00 €	12 ans	2 ans, 8 mois	CAISSE REGIONALE CREDIT AGRICOLE	FIXE	0,95	156 305,15 €	104 685,01 €	1A	Taux Fixe Simple
00001817182	1.000.000€ CRCA s/10 ans à 0.86% Inv 2018	12/10/2018	02/07/2028	1 000 000,00 €	10 ans	2 ans, 6 mois	CAISSE REGIONALE CREDIT AGRICOLE	FIXE	0,89	308 220,02 €	206 328,16 €	1A	Taux Fixe Simple
MON531820EUR	1.000.000€ BPOST s/14 ans et 3mois à 0.69% invt 2019	31/10/2019	01/01/2034	1 000 000,00 €	14 ans 3 mois	8 ans	CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCALE	FIXE	0,70	599 999,98 €	533 333,31 €	1A	Taux Fixe Simple
MON544164EUR	Financement des investissements DIGUE et MALADRERIE	28/09/2022	01/09/2023	700 000,00 €	15 ans	11 ans, 8 mois	CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCALE	FIXE	2,62	559 999,99 €	513 333,32 €	1A	Taux Fixe Simple
MON546218EUR	Programme d'investissement	22/12/2023	01/04/2024	700 000,00 €	15 ans	13 ans	CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCALE	FIXE	3,97	618 333,31 €	571 666,63 €	1A	Taux Fixe Simple
MON553138EUR	Stade d'Athlétisme	12/11/2025		1 000 000,00 €	15 ans	14 ans 11 mois	CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCALE	FIXE	3,59	1 000 000,00 €	933 333,32 €	1A	Taux Fixe Simple
TOTAL										3 522 141,25 €	2 951 176,09 €		

Envoyé en préfecture le 13/04/2026

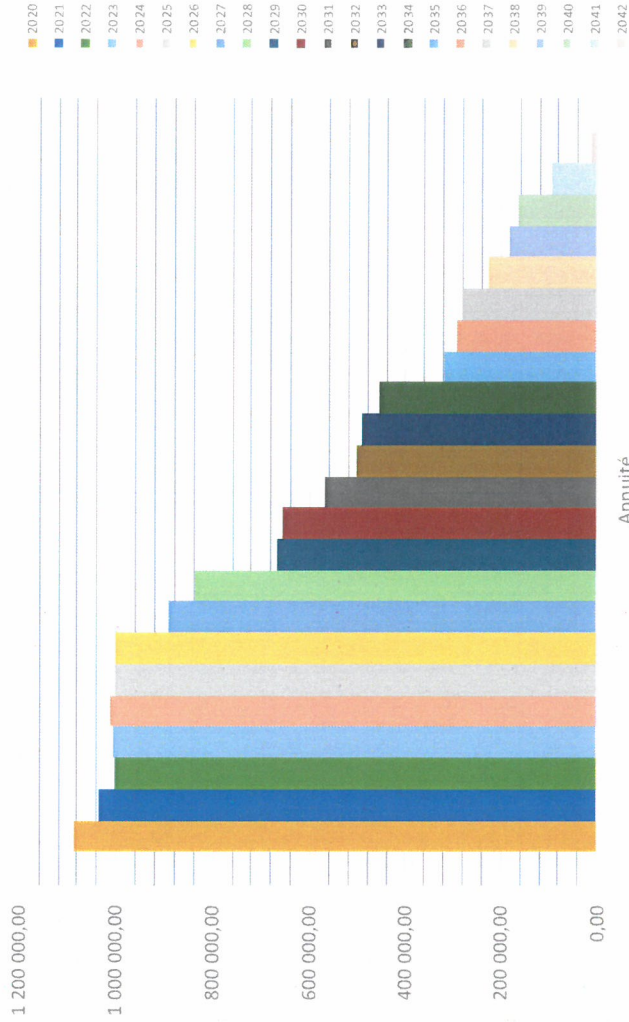
Reçu en préfecture le 13/04/2026

Publié le

ID : 026-212602205-20260408-DEL2026\_04\_22-DE

F- Etat de la dette agréée

Exerc	Encours Début	Tirage	Amortissement	Intérêts	Annuité	Encours Fin
2020	8 388 861,47	0,00	834 934,28	251 919,70	1 086 853,98	7 553 927,19
2021	7 553 927,19	0,00	803 821,89	232 801,18	1 036 623,07	6 750 105,30
2022	6 750 105,30	700 000,00	793 573,12	210 292,59	1 003 865,71	6 656 532,18
2023	6 656 532,18	700 000,00	817 575,36	187 721,40	1 005 296,76	6 538 956,82
2024	6 538 956,82	0,00	826 297,78	186 129,45	1 012 427,23	5 712 659,04
2025	5 712 659,04	1 000 000,00	833 608,23	169 267,44	1 002 875,67	5 879 050,81
2026	5 879 050,81	500 000,00	819 809,51	184 429,36	1 004 238,87	5 559 241,30
2027	5 559 241,30	0,00	723 698,93	167 486,00	891 184,93	4 835 542,37
2028	4 835 542,37	0,00	681 191,10	157 157,26	838 348,36	4 154 351,27
2029	4 154 351,27	0,00	529 559,15	138 766,94	668 326,09	3 624 792,12
2030	3 624 792,12	0,00	534 250,65	121 655,04	655 905,69	3 090 541,47
2031	3 090 541,47	0,00	464 925,09	104 436,71	569 361,80	2 625 616,38
2032	2 625 616,38	0,00	413 742,54	89 980,46	503 723,00	2 211 873,84
2033	2 211 873,84	0,00	416 741,13	76 490,14	493 231,27	1 795 132,71
2034	1 795 132,71	0,00	391 191,42	62 930,53	454 121,95	1 403 941,29
2035	1 403 941,29	0,00	269 358,26	50 730,14	320 088,40	1 134 583,03
2036	1 134 583,03	0,00	250 333,36	41 346,13	291 679,49	884 249,67
2037	884 249,67	0,00	250 333,31	32 062,33	282 395,64	633 916,36
2038	633 916,36	0,00	203 666,69	22 802,78	226 469,47	430 249,67
2039	430 249,67	0,00	168 666,48	15 103,44	183 769,92	261 583,19
2040	261 583,19	0,00	156 999,81	8 774,44	165 774,25	104 583,38
2041	104 583,38	0,00	90 333,38	3 462,46	93 795,84	14 250,00
2042	14 250,00	0,00	14 250,00	167,44	14 417,44	-0,00
	<b>2 900 000,00</b>					



## G- Plan pluriannuel d'investissement

DEPENSES									
LIBELLE	réalisé 2020	réalisé 2021	Réalisé 2022	Réalisé 2023	Réalisé 2024	Réalisé 2025	2026		
Capital des emprunts	596 760,47 €	561 583,16 €	547 070,38 €	566 673,40 €	582 040,35 €	588 972,64 €	571 000,00 €		
restitution de caution	390,00 €	500,00 €	2 244,00 €	6 567,00 €	980,00 €	4 620,00 €	7 000,00 €		
Fonds de concours	48 807,37 €	61 179,35 €	12 000,00 €	15 143,00 €	52 000,00 €	167 975,91 €	12 000,00 €		
Matériels + véhicules	154 310,12 €	381 360,33 €	164 099,78 €	551 364,39 €	364 464,90 €	334 103,47 €	438 000,00 €		
Bâtiments publics	36 872,98 €	163 468,87 €	49 996,03 €	96 117,17 €	84 252,49 €	298 167,49 €	390 000,00 €		
Voirie	51 755,38 €	146 166,61 €	132 399,12 €	180 233,41 €	214 216,35 €	178 306,22 €	333 000,00 €		
Eclairage publics - SDED	125 640,00 €	84 610,36 €	22 950,19 €	119 581,93 €	8 000,00 €	14 100,00 €	177 200,00 €		
participation capital SCIC									
programme Maison des Sports					14 919,56 €		7 000,00 €		
Programme Foncier	15 481,15 €	8 574,00 €	20 425,43 €	81 215,65 €	15 642,92 €	78 968,25 €	30 000,00 €		
Programme Matériel Lutte Incendie DECI				- €		4 486,65 €	20 000,00 €		
Programme Foyer Jeunes Travailleurs	1 025,40 €	6 821,05 €	16 914,61 €	218 391,51 €	249 745,67 €	81 191,99 €	1 500,00 €		
Programme Aménagement quartier Salérand		41 611,91 €	34 075,04 €	26 912,88 €	1 176,00 €		42 500,00 €		
Programme Stade			- €	61 783,50 €		68 764,78 €			
Programme Accessibilité	6 909,84 €	254 325,72 €	75 289,59 €	9 573,85 €					
Programme Maison de Pays	1 419 287,99 €	225 780,08 €	7 388,01 €	196 078,23 €					
Programme Maison des Huiles de France	987 607,17 €	101 025,40 €	97 953,43 €	16 136,89 €	10 895,54 €		6 000,00 €		
Programme Square des Récollets		1 068,00 €	155 374,80 €						
Programme Rénovation patrimoine	77 388,00 €		16 563,60 €	35 580,00 €	21 596,40 €	35 553,21 €	72 000,00 €		
Programme Aménagement d'un jardin arboré et Digue		9 318,87 €	132 423,46 €	1 620 570,38 €	312 130,84 €	134 200,63 €	2 700,00 €		
Programme Aménagement des quartiers anciens de la vieille ville		22 192,80 €	61 551,37 €	848 517,22 €	279 484,52 €	62 436,06 €			
Programme Modification PLU			1 440,00 €	93,71 €		180,74 €	5 000,00 €		
Programme annuel écoles (Matériels & bâtiments)	28 937,02 €	71 732,62 €	87 198,57 €	51 968,50 €	59 382,45 €	43 334,10 €	30 000 €		
Réhabilitation GS Sauve (AP/CP)			786,22 €	36 671,85 €	861 515,65 €	1 203 673,91 €	32 000 €		
Programme GS Meyne			- €	28 870,40 €	16 176,84 €	349 123,36 €	132 000 €		
Programme Théâtre de verdure				- €					
Programme cimetière				19 188,00 €					
Programme Bâtiments des Chars			8 091,60 €	222 357,86 €	28 460,90 €	9 415,68 €	2 500 €		
Programme équipements sportifs (AP/CP)	594,00 €		- €	298 093,08 €	175 151,89 €	27 957,84 €	1 051 545 €		
Programme Rénovation ouvrages d'Art			- €	- €			30 000 €		
Programme Bornes Automatiques			138 050,07 €	101 476,27 €	16 157,64 €	54 611,98 €			

Envoyé en préfecture le 13/04/2026

Reçu en préfecture le 13/04/2026

Publié le  
ID : 026-212602205-20260408-DEL2026\_04\_22-DE

DEPENSES							
LIBELLE	réalisé 2020	réalisé 2021	Réalisé 2022	Réalisé 2023	Réalisé 2024	Réalisé 2025	2026
Programme Etudes Diverses		1 164,00 €	8 352,00 €	66 825,65 €	37 318,00 €	6 576,00 €	25 800,00 €
Programme Mochatte (AP/CP)			- €	9 960,00 €	32 226,30 €	839 511,34 €	411 500,00 €
Programme Photovoltaïque							
Travaux en régie	60 874,05 €	31 390,99 €	65 474,23 €	78 447,40 €	25 716,76 €	41 254,15 €	50 000,00 €
Plus ou moins values		11 394,39 €	639,88 €	2 173,44 €			
1068 -Excédent de fonctionnement capitalisé				10 708,51 €			
OO intra section				253 417,29 €	303 884,77 €	28 558,82 €	200 000,00 €
Reprise amortissement/subvention			- €	40 527,00 €	41 744,00 €	62 090,40 €	61 500,00 €
Besoins RAR							1 956 284,92 €
<b>TOTAL DES DEPENSES PREVISIONNELLES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>3 612 640,94 €</b>	<b>2 225 206,95 €</b>	<b>1 858 751,41 €</b>	<b>5 871 219,37 €</b>	<b>3 809 280,74 €</b>	<b>4 718 135,62 €</b>	<b>6 098 029,92 €</b>
RECETTES							
LIBELLE	réalisé 2020	réalisé 2021	réalisé 2022	réalisé 2023	Réalisé 2024	Réalisé 2025	2026
Excédent d'investissement reporté							580 041,30 €
Fonds de compensation de TVA	570 324,67 €	- €	654 743,08 €	145 809,16 €	727 886,15 €	416 873,30 €	800 000,00 €
Taxe d'aménagement	119 502,20 €	61 215,56 €	94 266,23 €	86 394,18 €	34 404,23 €	14 046,92 €	80 000,00 €
TLE		17 974,00 €	13 712,00 €	12 932,00 €			
Emprunts			700 000,00 €	700 000,00 €		1 000 000,00 €	500 000,00 €
Caution	130,00 €	2 620,00 €	4 970,00 €	6 070,00 €	4 730,00 €	3 570,00 €	
Annulation titre sur exercice antérieur						934,20 €	
Subventions diverses	461 658,11 €	643 378,62 €	614 115,87 €	423 066,90 €	342 545,10 €	423 979,63 €	75 566,10 €
GS SAUVE			41 550,00 €		183 691,00 €	423 736,24 €	
Mochatte						157 997,50 €	
FJT/Contentieux					54 653,09 €		
Stade				4 989,85 €			350 000,00 €
Dotations aux amortissements	427 404,55 €	379 250,29 €	1 190 775,55 €	1 626 914,62 €	1 894 412,40 €	1 940 670,91 €	1 945 000,00 €
Cession immobilisation	5 000,00 €	64 294,89 €	3 104,88 €	16 949,44 €	1,00 €	10 000,00 €	
1068 -Excédents de fonctionnement capitalisés	3 327 055,55 €	132 562,27 €	1 419 726,91 €	982 569,19 €	762 693,50 €		1 376 243,00 €
OO intra section				253 417,29 €	303 884,77 €	28 558,82 €	200 000,00 €
Virement de la section de fonctionnement						142 506,26 €	191 178,00 €
<b>TOTAL DES RECETTES PREVISIONNELLES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>4 911 075,08 €</b>	<b>1 301 295,63 €</b>	<b>4 736 964,52 €</b>	<b>4 259 112,63 €</b>	<b>4 308 901,24 €</b>	<b>4 588 282,78 €</b>	<b>6 098 029,92 €</b>
<b>Solde encours de la dette au 31/12</b>	<b>3 968 979,59 €</b>	<b>3 406 896,43 €</b>	<b>3 559 826,05 €</b>	<b>3 693 152,65 €</b>	<b>3 111 113,89 €</b>	<b>3 522 141,25 €</b>	<b>3 451 176,00 €</b>

# III – BUDGETS ANNEXES

## A- BUDGET DU PARC AQUATIQUE

### 1- Fiche des résultats 2025 du Parc aquatique

LIBELLE	FONCTIONNEMENT			INVESTISSEMENT			ENSEMBLE DES SECTIONS	
	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédent	excédent ou déficit de fonct	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédent	excédent ou déficit d'inv	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédent
résultats reportés	- €	116 601,13 €		- €	6 527,10 €			123 128,23 €
Affect du résultat Cpte106		18 586,64 €						
Solde du cpte 110 Cpte Gest		98 014,49 €						98 014,49 €
Opérations de l'exercice	408 215,16 €	467 493,27 €	59 278,11 €	180 807,00 €	131 898,95 €	- 48 908,05 €	589 022,16 €	599 392,22 €
TOTAUX	408 215,16 €	565 507,76 €		180 807,00 €	138 426,05 €		589 022,16 €	820 534,94 €
Résultats de clôture		157 292,60 €		42 380,95 €	- €			114 911,65 €

Besoin de financement de la section d'investissement.....

42 380,95 €

Excédent de financement de la section d'investissement.....

- €

Restes à réaliser.....

- €

Besoin de financement au titre des Restes à réaliser.....

- €

Excédent de financement au titre des restes à réaliser.....

- €

Besoin de financement au titre des Opérations diverses.....

- €

Excédent de financement au titre des Opérations diverses....

- €

Besoin de financement Global s/section investissement.....

42 380,95 €

Excédent de financement Global s/section investissement.....

- €

2°et considérant l'excédent de fonctionnement, décide d'affecter

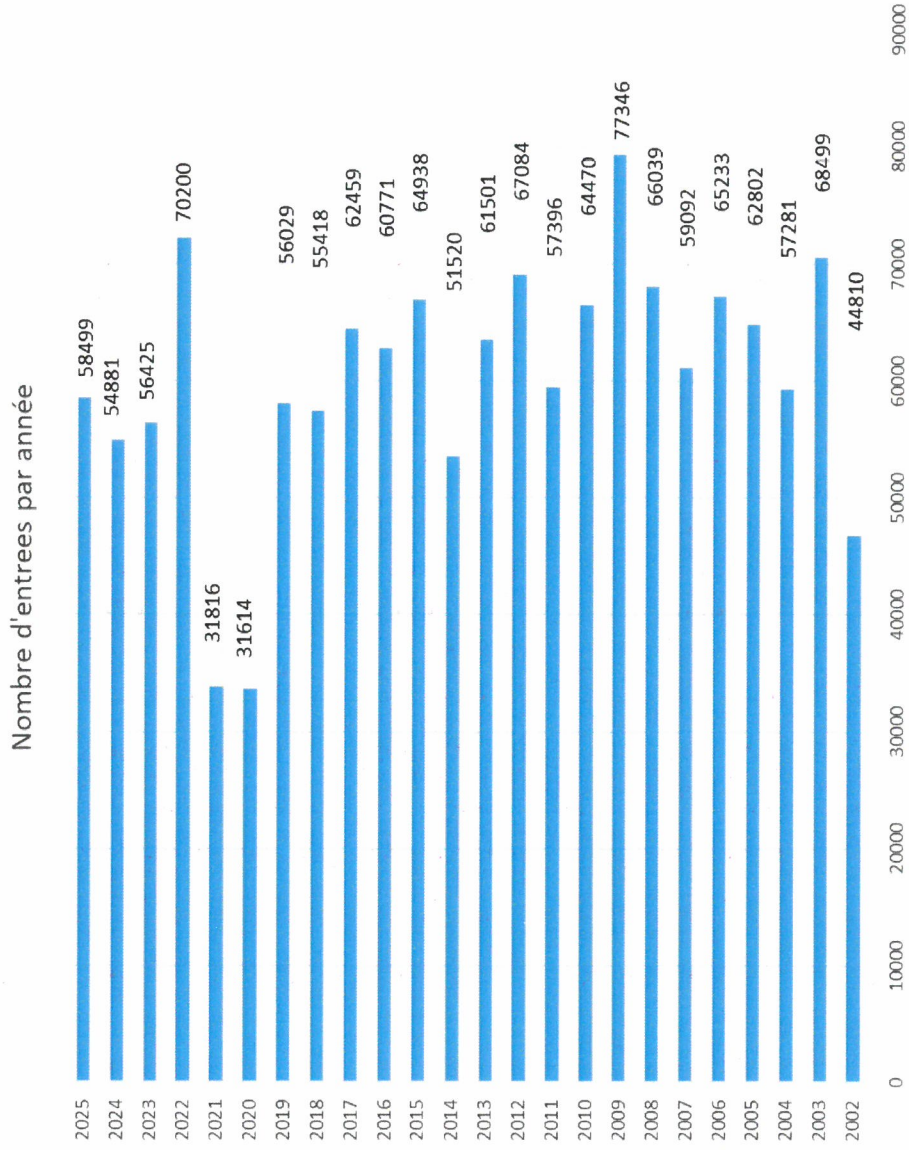
42 380,95 €

au Compte 1068 Excédent de fonctionnement capitalisé

114 911,65 €

Au compte 002 Excédent de fonct. reporté

## 2- Entrées au Parc Aquatique



Le nombre d'entrées en 2025 correspond à une année moyenne avec 58 499 entrées payantes contre 70 200 en 2022.  
La subvention d'équilibre pour 2025 s'est chiffrée à 100 k€.

Nombre de jours d'ouverture



Entrée moyenne par jour/  
recettes annuelles



Envoyé en préfecture le 13/04/2026  
Reçu en préfecture le 13/04/2026  
Publié le  
ID : 026-212602205-20260408-DEL2026\_04\_22-DE

## 3- Frais de Personnel de la structure Nyonsoleiadao

statut des agents	2020		2021		2022		2023		2024		2025		2026 (BP)	
	Nbre en ETP	Montant Chargé	Nbre en ETP	Montant Chargé	Nbre en ETP	Montant Chargé	Nbre en ETP	Montant Chargé	Nbre en ETP	Montant Chargé	Nbre en ETP	Montant Chargé	Nbre en ETP	Montant Chargé
Responsable	0,89	35 748,49 €	0,99	40 079,09 €	1	40 850,15 €	1	42 112,08 €	1	44 829,41 €	1	45 658,09 €	1	46 500,00 €
Adjoint	0,4	13 155,79 €	0,44	16 616,50 €	0,49	17 191,78 €	0,52	20 154,02 €	0,48	18 670,27 €	0,54	19 524,16 €	0,48	19 000,00 €
Sécurité	0	- €	0	- €	0,00	- €	0,00	- €	0,22	9 550,35 €	0,27	10 171,76 €	0,2	9 500,00 €
Accueil	0,4	11 297,04 €	0,82	24 519,60 €	0,48	15 565,67 €	0,42	20 941,36 €	0,43	13 970,30 €	0,55	17 987,98 €	0,55	18 000,00 €
Techniques	1,12	33 575,07 €	1,28	37 137,94 €	1,16	39 482,47 €	1,23	41 179,95 €	1,04	34 983,38 €	0,94	29 992,81 €	0,94	30 000,00 €
Maîtres Nageurs	1,02	32 920,60 €	1,39	45 548,66 €	1,57	55 668,66 €	1,76	71 795,71 €	1,57	64 867,05 €	1,87	69 235,70 €	1,87	70 000,00 €
<b>TOTAL GL</b>	<b>3,83</b>	<b>126 696,99 €</b>	<b>4,92</b>	<b>163 901,79 €</b>	<b>4,70</b>	<b>168 758,73 €</b>	<b>4,93</b>	<b>196 183,12 €</b>	<b>4,74</b>	<b>186 870,76 €</b>	<b>5,17</b>	<b>192 570,50 €</b>	<b>5,04</b>	<b>193 000,00 €</b>

L'année 2024 a marqué une gestion plus rigoureuse des effectifs du parc aquatique qui sont redescendus à 4,74 ETP et qui se maintiennent à 5 ETP en 2025 et 2026.

## 4- Budget prévisionnel 2026

PREVISIONNEL SECTION DE FONCTIONNEMENT 2026			
DEPENSES	RECETTES		
Charges à caract. Général	101 300,00 €	Produits et ventes diverses	315 000,00 €
Charges du personnel	193 000,00 €	Subvention et participations	0,00 €
Charges de gestion courante	5,00 €	Autres produits de gestion courante	20 000,00 €
Int. emprunt et ICNE	6 450,00 €	Quote part des subventions	59 580,00 €
Charges exceptionnelles	400,00 €	Excdt antérieur reporté	114 911,65 €
Dot. aux amortissement	110 000,00 €		
Virement à la section d'investissement	55 740,00 €		
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>466 895,00 €</b>	<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>509 491,65 €</b>
Excédent disponible	42 596,65		

Hors excédent antérieur reporté et virement, l'exploitation est quasi-équilibrée en 2026 du fait d'une augmentation du tarif d'entrée du public extérieur de 1€. Dans ces conditions, le budget général ne contribuera pas au fonctionnement du parc aquatique en 2026.

L'excédent disponible s'établirait à 42 k€.

PREVISIONNEL SECTION D'INVESTISSEMENT 2026			
DEPENSES		RECETTES	
Capital emp.	38 700,00 €	Excdt Fonct capitalisé	42 380,95 €
Dépenses d'équipements	77 760,00 €	virement section de fonctionnement	55 740,00 €
Subvent.amort	59 580,00 €	amortissement	110 000,00 €
Déficit d'investissement reporté	42 380,95 €	FACTVA	10 300,00 €
Besoin RAR	0,00 €	Excédent inv. reporté	0,00 €
<b>TOT. DEPENSES</b>	<b>218 420,95 €</b>	<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>218 420,95 €</b>
Excédent disponible	-		

**Travaux prévus en 2026 :**

- Réfection des ponts
- Rénovation des petits toboggans (34 k€)
- Réparation des fuites du bassin
- Engagement d'une étude permettant de programmer un plan pluriannuel d'investissements pour maintenir la structure en l'état.

Envoyé en préfecture le 13/04/2026

Reçu en préfecture le 13/04/2026

Publié le

ID : 026-212602205-20260408-DEL2026\_04\_22-DE

## B- LE BUDGET D'EAU

## 1- Les résultats 2025 du Budget d'Eau

LIBELLE	FONCTIONNEMENT			INVESTISSEMENT			ENSEMBLE DES SECTIONS	
	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédent	excédent ou déficit de fonct l'exercice	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédent	excédent ou déficit d'Inv l'exercice	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédent
<b>résultats reportés</b>	- €	164 811,89 €		36 482,13 €		- 36 482,13 €		
<b>Affect du resultat ca Cpte 1068</b>		60 215,63 €						
<b>résultats reportés</b>		104 596,26 €		36 482,13 €	- €			- €
Opérations de l'exercice	197 048,43 €	249 777,44 €	52 729,01 €	299 625,13 €	338 038,87 €	38 413,74 €		
<b>TOTAUX</b>	197 048,43 €	354 373,70 €	157 325,27 €	336 107,26 €	338 038,87 €	1 931,61 €		
<b>Résultats de clôture</b>		157 325,27 €		- €	1 931,61 €			
<b>Besoin de financement de la section d'investissement final</b>								
<b>Excédent de financement de la section d'investissement.....</b>								
				1 931,61 €				
<b>Restes à réaliser.....</b>								
				111 804,00 €		64 570,00 €		
<b>Besoin de financement au titre des Restes à réaliser.....</b>								
				47 234,00 €				
<b>Excédent de financement au titre des restes à réaliser.....</b>								
				- €				
<b>Besoin de financement au titre des Opérations diverses.....</b>								
<b>Excédent de financement au titre des Opérations diverses.....</b>								
				- €				
<b>Besoin de financement Global s/section investissement.....</b>								
				45 302,39 €				
<b>Excédent de financement Global s/section investissement.....</b>								
				- €				
<b>2° et considérant l'excédent de fonctionnement, décide d'affecter</b>								
				45 302,39 €			au Compte 1068	Excédent de fonctionnement capitalisé
				112 022,88 €			Au compte 002	Excédent de fonct. reporté

## 2- Etat de la dette du Budget d'Eau

Tableau Prévisionnel						
Emprunts						
Ex	Encours Début	Tirage	Amortissement	Intérêts	Annuité	Encours Fin
2020	1 414 487,73 €	0,00 €	89 662,41 €	47 380,44 €	137 042,85 €	1 324 825,32 €
2021	1 324 825,32 €	0,00 €	91 930,77 €	44 468,71 €	136 399,48 €	1 232 894,55 €
2022	1 232 894,55 €	0,00 €	94 327,90 €	41 380,68 €	135 708,58 €	1 138 566,65 €
2023	1 138 566,65 €	0,00 €	96 786,98 €	38 254,46 €	135 041,44 €	1 041 779,67 €
2024	1 041 779,67 €	0,00 €	99 334,30 €	35 040,00 €	134 374,30 €	942 445,37 €
2025	942 445,37 €	0,00 €	101 956,90 €	31 766,71 €	133 723,61 €	840 488,47 €
2026	840 488,47 €	0,00 €	104 706,67 €	28 333,35 €	133 040,02 €	735 781,80 €
2027	735 781,80 €	0,00 €	107 539,54 €	24 833,34 €	132 372,88 €	628 242,26 €
2028	628 242,26 €	0,00 €	106 878,35 €	21 230,84 €	128 109,19 €	521 363,91 €
2029	521 363,91 €	0,00 €	109 767,46 €	17 683,73 €	127 451,19 €	411 596,45 €
2030	411 596,45 €	0,00 €	112 775,94 €	13 998,83 €	126 774,77 €	298 820,51 €
2031	298 820,51 €	0,00 €	106 137,63 €	10 221,62 €	116 359,25 €	192 682,88 €
2032	192 682,88 €	0,00 €	68 245,58 €	6 663,74 €	74 909,32 €	124 437,30 €
2033	124 437,30 €	0,00 €	70 060,65 €	4 152,08 €	74 212,73 €	54 376,65 €
2034	54 376,65 €	0,00 €	43 278,32 €	1 565,84 €	44 844,16 €	11 098,33 €
2035	11 098,33 €	0,00 €	11 098,33 €	113,48 €	11 211,81 €	0,00 €

Aucun emprunt n'a été engagé sur la mandature 2020-2026, ce qui permet aujourd'hui d'avoir un encours de dettes de 840 k€ contre 1414 k€ en 2020. La situation est favorable pour financer une nouvelle campagne d'investissements par emprunt sur cette nouvelle mandature, du fait d'une extinction de la dette d'ici 2035.

Envoyé en préfecture le 13/04/2026

Reçu en préfecture le 13/04/2026

Publié le

ID : 026-212602205-20260408-DEL2026\_04\_22-DE

## 3- Grandes lignes budgétaires 2026

PREVISIONNEL SECTION DE FONCTIONNEMENT 2026		
DEPENSES		RECETTES
Charges à caract. Général	6 700,00	
Int. emprunts & ICNE	26 500,00	
Charge de gestion courante	5,00	
Charges exceptionnelles	144 000,00	392 000,00 €
Dot. aux Amort.	177 000,00	17 600,00 €
Virement à la section d'investissement	40 600,00	
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>394 805,00</b>	<b>409 600,00</b>
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>14 795,00</b>	
Excédent/déficit reporté	112 022,88	
Excédent disponible	126 817,88	

En fonctionnement, nous prévoyons pour la 1<sup>ère</sup> année la nouvelle redevance Performance Eau potable due à l'agence de l'eau pour 4000€ (exercice 2025) et son corollaire, la contrevaletur appelée sur les usagers pour un montant de 20000€, qui sera collectée par Véolia.

Par ailleurs, nous budgétions une charge exceptionnelle de 144 k€ couplée à une recette exceptionnelle de 120 k€ qui constituent des régularisations des surtaxes 2025 non assujetties par erreur à la TVA (charge nette de 24 k€ correspondant au reversement de la TVA).

Côté recettes, nous intégrons une revalorisation de 0,15€/m3 de la surtaxe eau potable (passage de 0,57€ à 0,72€) afin de financer une future campagne d'investissements d'adduction d'eau sur des quartiers non desservis.

La section d'exploitation laisse apparaître un excédent de 15 k€ après le virement à l'investissement d'un montant de 40 k€.

En tenant compte de l'effet en année pleine de la revalorisation de la surtaxe, l'excédent d'exploitation annuel devrait se situer aux alentours de 60 k€, ce qui permettra d'autofinancer une partie de nos investissements futurs.

Envoyé en préfecture le 13/04/2026

Reçu en préfecture le 13/04/2026

Publié le

ID : 026-212602205-20260408-DEL2026\_04\_22-DE

PREVISIONNEL SECTION D'INVESTISSEMENT 2026			
DEPENSES		RECETTES	
Capital emp.	105 000,00 €	Excdt Fonct capitalisé	45 302,39 €
Travaux	135 000,00 €	virement section de fonctionnement	40 600,00 €
Subvent. amort	17 600,00 €	OO entre section	50 000,00 €
OO entre section	50 000,00 €	amortissement	177 000,00 €
Déficit d'investissement reporté	0,00 €	Subvention	40 000,00 €
Besoin RAR	47 234,00 €	Excédent inv. reporté	1 931,61 €
<b>TOT. DEPENSES</b>	<b>354 834,00 €</b>	<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>354 834,00 €</b>
Excédent disponible	-		

Les travaux d'eau potable prévus pour 2026 concernent :

- Travaux divers : 10 000 €
- Bornes vertes : 5 000 €
- Lancement du schéma directeur d'eau potable : 80 000€
- Poursuite des études sur l'extension du réseau AEP Quartier Saint Martin
- Réfection réseaux d'eau rue JH FABRE : 25 000 €

## 4- Principaux Travaux Budget d'eau depuis 2020

ANNEE	NATURE	MONTANT HT
2020	Travaux d'adduction	80 000,00 €
	Forage	175 000,00 €
2021	Forage	33 492,64 €
	Travaux d'adduction	49 564,61 €
2022	Nouvelles ressources en eau et schema	39 586,00 €
	Travaux d'adduction	18 832,28 €
	Maladrenie	125 000,00 €
	Digue	70 000,00 €
2023	Nouvelles ressources en eau et schema	10 376,00 €
	Travaux Maladrenie	1 053,06 €
	Travaux Digue	9 796,69 €
	Chemin des Genestons	47 018,00 €
	Divers	3 274,21 €
2024	Nouvelles ressources en eau et schema	4 145,00 €
	Quartier Saint Martin	- €
	Divers	45 775,00 €
	Quartier Maladrenie	24 849,40 €
	Quartier Mochatte	19 750,43 €
2025	Nouvelles ressources en eau et schema	- €
	Quartier Saint Martin	- €
	Divers	6 046,90 €
	Quartier Maladrenie	- €
	Quartier Mochatte	174 098,33 €
2026	Schema directeur AEP	80 000,00 €
	Changement des SOFREL	12 000,00 €
	Divers	15 000,00 €
	Chemin des tuilières	3 000,00 €
	Rue Henri Fabre	25 000,00 €
<b>Montant Total des travaux de 2020 à 2026</b>		<b>1 072 658,55 €</b>

Envoyé en préfecture le 13/04/2026

Reçu en préfecture le 13/04/2026

Publié le

ID : 026-212602205-20260408-DEL2026\_04\_22-DE

## C- LE BUDGET D'ASSAINISSEMENT

### 1- Les résultats 2025 du Budget d'Assainissement

LIBELLE	FONCTIONNEMENT			INVESTISSEMENT		ENSEMBLE DES SECTIONS	
	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédent	excédent ou déficit de fonct l'exercice	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédent	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédent
<i>résultats reportés</i>	- €	119 413,39 €	119 413,39 €	- €	240 556,16 €	- €	119 413,39 €
<i>Affect du résultat ca Cpte1068</i>							
résultat 2020 reportés/2021		119 413,39 €			240 556,16 €		359 969,55 €
Opérations de l'exercice	401 301,30 €	309 929,76 €	- 91 371,54 €	367 966,19 €	445 751,00 €	- 13 586,73 €	- €
TOTAUX	401 301,30 €	429 343,15 €		367 966,19 €	686 307,16 €		
Résultats de clôture		28 041,85 €		- €	318 340,97 €		

Besoin de financement de la section d'investissement final

Excédent de financement de la section d'investissement.....

Restes à réaliser.....

Besoin de financement au titre des Restes à réaliser.....

Excédent de financement au titre des restes à réaliser.....

Besoin de financement au titre des Opérations diverses.....

Excédent de financement au titre des Opérations diverses.....

Besoin de financement Global s/section investissement.....

Excédent de financement Global s/section investissement.....

2° Considérant l'excédent de fonctionnement, décide d'affecter

- €	au Compte 1068	Excédent de fonctionnement capita
28 041,85 €	Au compte 002	Excédent de fonct. Reporté

## 2- Etat de la dette du Budget d'Assainissement

Exercice	Emprunts						
	Encours Début	Tirage	Amortissement	Intérêts	Frais	Annuité	Encours Fin
2020	1 984 126,66	0,00	109 874,55	81 971,95	0,00	191 846,50	1 874 252,11
2021	1 874 252,11	0,00	111 671,10	77 496,40	0,00	189 167,50	1 762 581,01
2022	1 762 581,01	0,00	113 537,99	72 950,51	0,00	186 488,50	1 649 043,02
2023	1 649 043,02	0,00	115 478,13	68 331,37	0,00	183 809,50	1 533 564,89
2024	1 533 564,89	0,00	106 286,28	63 762,49	0,00	170 048,77	1 427 278,61
2025	1 427 278,61	0,00	104 041,84	59 633,86	0,00	163 675,70	1 323 236,77
2026	1 323 236,77	0,00	105 500,83	55 495,87	0,00	160 996,70	1 217 735,94
2027	1 217 735,94	0,00	107 012,69	51 305,01	0,00	158 317,70	1 110 723,25
2028	1 110 723,25	0,00	108 579,43	47 059,27	0,00	155 638,70	1 002 143,82
2029	1 002 143,82	0,00	110 203,20	42 756,50	0,00	152 959,70	891 940,62
2030	891 940,62	0,00	111 886,12	38 394,50	0,00	150 280,62	780 054,50
2031	780 054,50	0,00	98 787,43	33 970,99	0,00	132 758,42	681 267,07
2032	681 267,07	0,00	85 496,93	29 989,76	0,00	115 486,69	595 770,14
2033	595 770,14	0,00	86 680,45	26 127,24	0,00	112 807,69	509 089,69
2034	509 089,69	0,00	87 913,12	22 215,57	0,00	110 128,69	421 176,57
2035	421 176,57	0,00	64 926,57	18 499,18	0,00	83 425,75	356 250,00
2036	356 250,00	0,00	57 000,00	15 739,13	0,00	72 739,13	299 250,00
2037	299 250,00	0,00	57 000,00	13 060,13	0,00	70 060,13	242 250,00
2038	242 250,00	0,00	57 000,00	10 381,13	0,00	67 381,13	185 250,00
2039	185 250,00	0,00	57 000,00	7 702,13	0,00	64 702,13	128 250,00
2040	128 250,00	0,00	57 000,00	5 023,13	0,00	62 023,13	71 250,00
2041	71 250,00	0,00	57 000,00	2 344,13	0,00	59 344,13	14 250,00
2042	14 250,00	0,00	14 250,00	167,44	0,00	14 417,44	0,00

Aucun emprunt n'a été engagé sur la mandature 2020-2026, ce qui permet aujourd'hui d'avoir un encours de dettes de 1323 k€ contre 1984 k€ en 2020. La situation est favorable pour financer une nouvelle campagne d'investissements par emprunt sur cette nouvelle mandature.

## 3- Grandes lignes budgétaires 2026

SECTION DE FONCTIONNEMENT 2026		RECETTES
DEPENSES		
Charg. à caract Gén.	13 800,00 €	
Autres charges de gest° courante	5,00 €	
Intérêts emprunts & ICNE	55 000,00 €	Recet. de fonction 434 000,00
Charges except.	157 500,00 €	
Provision pour risques	500,00 €	
Dot. aux Amort.	347 000,00 €	Quote part subv. 61 800,00
Virement à la section d'inv		
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>573 805,00 €</b>	<b>TOTAL RECETTES 495 800,00 €</b>
<b>Résultats de l'exercice</b>	<b>- 78 005,00 €</b>	
<i>Excédent/déficit reporté</i>	28 041,85 €	
<i>Excédent disponible</i>	- 49 963,15 €	

Comme pour 2024, la section d'exploitation est lourdement déficitaire en 2025 avant virement (-91 k€ en 2025) et s'établirait à -50 k€ en 2026 (après report de l'excédent antérieur) malgré les mesures de redressement envisagées (voir infra).

Compte tenu de la mise à jour très importante de l'actif de ce budget, rendue nécessaire par l'application de la nouvelle nomenclature M 57, les dotations aux amortissements sont en effet passées de 124 K€ en 2021 à 340 K€ en 2024 jusqu'en 2033 (hors amortissements de nouveaux actifs). Cette évolution déséquilibre donc durablement la section de fonctionnement qui est structurellement déficitaire avant virement à la section d'investissements ; et oblige de revoir à la hausse, en 2026 au plus tard, la surtaxe d'assainissement et la part fixe abonnement, qui sont les seules ressources de ce budget.

**Prévision 2026 :**

En fonctionnement, nous prévoyons pour la 1<sup>ère</sup> année la nouvelle redevance Performance Eau potable due à l'agence de l'eau pour 4000€ (exercice 2025) et son corollaire contrevaletur appelée sur les usagers pour un montant de 20000€, qui sera collectée par Véolia. Est également budgétée une campagne de recherche des PFAS dans les eaux usées pour 8000€.

Par ailleurs, nous budgétions une charge exceptionnelle de 157 k€ couplée à une recette exceptionnelle de 130 k€ qui constituent des régularisations des surtaxes 2025 non assujetties par erreur à la TVA (charge nette de 27 k€ correspondant au reversement de la TVA).

Côté recettes, nous intégrons une revalorisation de 0,23€/m3 de la surtaxe assainissement (passage de 0,27€ à 0,50€/m3) ainsi qu'une augmentation de l'abonnement de 25€ HT/logement/an à 40 €HT/log/an.

La section d'exploitation laisse apparaître un déficit de 78 k€ qui après report de l'excédent antérieur le ramène à 50 k€ fin 2026.

En tenant compte de l'effet en année pleine de la revalorisation de la surtaxe et de l'abonnement, l'excédent d'exploitation annuel devrait se situer aux alentours de 30k€.

SECTION D'INVESTISSEMENT 2026		RECETTES
DEPENSES		
Capital emprunts travaux	105 550,00	Excédent invest reporté
OO entre section amort des subv	462 000,00	Subvention
Besoin sur RAR	50 000,00	OO entre section amortissement
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>61 800,00</b>	Excédent RAR
	<b>679 350,00</b>	<b>TOTAL RECETTES</b>
		<b>912 236,22</b>

Excédent disponible	232 886,22
---------------------	------------

En contrepartie, la section d'investissements est naturellement excédentaire du fait de l'autofinancement généré par les amortissements (+347k€) et permet de financer une campagne d'investissements de 170 k€/an sans emprunt ni subventions.

Les principaux travaux d'assainissement prévus pour 2026 concernent :

- Mise en place d'un débitmètre pollution en sortie de DO1 : 30 000 €
- Reprise du réseau JH FABRE : 35 000 €
- Schéma directeur d'assainissement : 137 000 €
- Installation d'un champ photovoltaïque au droit de la STEP : 200 000 €
- Travaux divers : 20 000 €

## 4- Principaux Travaux Budget d'assainissement depuis 2020

ANNEE	NATURE	MONTANT EN €	TOTAL HT
2020	Modélisation	30 000,00 €	
	Travaux assainissement	50 000,00 €	80 000,00 €
2021	Travaux assainissement 2021	50 000,00 €	
	Etudes REUT	40 000,00 €	90 000,00 €
2022	Mise en conformité DO1	2 300,00 €	
	Travaux assainissement	24 764,83 €	
	Maladrerie	135 000,00 €	
	Digue	27 300,00 €	
	Etudes REUT	23 880,00 €	213 244,83 €
2023	Mise en conformité DO1	210 926,15 €	
	Travaux assainissement	712,00 €	
	Maladrerie	1 341,96 €	
	Digue	4 844,68 €	
	Etudes REUT	48 000,00 €	265 824,79 €
2024	Mise en conformité DO1	132 630,40 €	
	Maladrerie	11 475,00 €	
	Digue	4 810,00 €	
	Quartier Mochatte	19 697,57 €	168 612,97 €
2025	Etudes diverses	- €	
	Mise en conformité D01 divers	10 028,00 €	
	Quartier Mochatte	30 252,88 €	
	Quartier Mochatte	162 066,47 €	202 347,35 €
2026	Rue Henri Fabre	35 000,00 €	
	Frais d'étude	137 000,00 €	
	Mise en conformité D01 divers	30 000,00 €	
	Photovoltaïque	20 000,00 €	
	Quartier Mochatte	200 000,00 €	462 000,00 €
	<b>Montant total des travaux de 2020 à 2026</b>		<b>40 000,00 €</b>

Envoyé en préfecture le 13/04/2026

Reçu en préfecture le 13/04/2026

Publié le

ID : 026-212602205-20260408-DEL2026\_04\_22-DE

## 5- FACTURE TYPE D'EAU ASSAINIE DE 120 M3 H.T. (après revalorisation des surtaxes)

	SITUATION AU 01/01/2019	SITUATION AU 01/01/2020	SITUATION AU 01/01/2021	SITUATION AU 01/01/2022	SITUATION AU 01/01/2023	SITUATION AU 01/01/2024	SITUATION AU 01/01/2025	PROPOSITION DE REVALORISATION 2026
<b>EAU POTABLE</b>								
Abonnement (Ø 15)	39,50 €	41,46 €	42,32 €	45,12 €	47,90 €	48,62 €	48,77 €	48,77 €
Consommation (Véolia)	24,00 € (60 m <sup>3</sup> x 0,40)	24,58 €	25,72 €	27,41 €	31,37 €	31,37 €	32,04 €	32,04 €
	12,00 € (60 m <sup>3</sup> x 0,20)	25,18 €	12,59 €	12,86 €	13,70 €	16,84 €	17,15 €	17,15 €
Consommation (Mairie)	50,40 € (120 m <sup>3</sup> x 0,42)	68,40 €	68,40 €	68,40 €	68,40 €	68,40 €	68,40 €	86,40 €
Agence de l'Eau	14,47 €	11,18 €	14,28 €	13,58 €	12,19 €	12,20 €		
<b>TOTAL EAU POTABLE</b>	<b>140,37 €</b>	<b>170,80 €</b>	<b>163,31 €</b>	<b>167,37 €</b>	<b>173,56 €</b>	<b>177,43 €</b>	<b>166,36 €</b>	<b>184,36 €</b>
<b>ASSAINISSEMENT</b>								
Abonnement	24,50 €	25,06 €	27,52 €	29,04 €	31,00 €	31,52 €	31,62 €	31,72 €
Consommation (Véolia)	64,80 € (120 m <sup>3</sup> x 0,54)	66,29 €	68,28 €	69,96 €	73,84 €	79,88 €	80,70 €	80,70 €
Abonnement (Mairie)	25,00 €	25,00 €	25,00 €	25,00 €	25,00 €	25,00 €	25,00 €	40,00 €
Consommation (Mairie)	50,40 € (120 m <sup>3</sup> x 0,42)	32,40 €	32,40 €	32,40 €	32,40 €	32,40 €	32,40 €	60,00 €
Agence de l'Eau	53,40 € (120 m <sup>3</sup> x 0,445)	50,40 €	51,60 €	52,80 €	52,80 €	52,80 €		
<b>TOTAL ASSAINISSEMENT</b>	<b>218,10 €</b>	<b>199,14 €</b>	<b>204,80 €</b>	<b>209,20 €</b>	<b>215,04 €</b>	<b>221,60 €</b>	<b>169,72 €</b>	<b>212,42 €</b>
<b>AUTRES ORGANISMES</b>								
Consommation Agence de l'Eau							51,60 €	46,80 €
Prélèvement sur la ressource en eau (AE)							12,20 €	12,20 €
Performance réseaux eau potable (AE)							6,00 €	6,00 €
Performance systèmes assainissement collectif (AE)							6,00 €	6,00 €
<b>TOTAL AUTRES ORGANISME</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>75,80 €</b>	<b>71,00 €</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>358,47 €</b>	<b>369,94 €</b>	<b>368,11 €</b>	<b>376,57 €</b>	<b>388,60 €</b>	<b>399,03 €</b>	<b>411,88 €</b>	<b>467,78 €</b>
<b>SOIT</b>	<b>2,98 € / m<sup>3</sup></b>	<b>3,08 € / m<sup>3</sup></b>	<b>3,07 € / m<sup>3</sup></b>	<b>3,14 € / m<sup>3</sup></b>	<b>3,24 € / m<sup>3</sup></b>	<b>3,32 € / m<sup>3</sup></b>	<b>3,43 € / m<sup>3</sup></b>	<b>3,90 € / m<sup>3</sup></b>

L'augmentation des 2 surtaxes d'eau potable et d'assainissement ainsi que de la part abonnement représente un montant de 55.90 € pour une facture type de 120 m3. Le pourcentage d'évolution est de 13,57 %.

## D- LE BUDGET ZAC DU GRAND TILLEUL

## 1- Les résultats 2025 du Budget ZAC du Grand Tilleul

LIBELLE	FONCTIONNEMENT			INVESTISSEMENT			ENSEMBLE DES SECTIONS		
	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédent	excédent ou déficit de fonct l'exercice	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédent	excédent ou déficit d'inv l'exercice	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédent	Recettes ou excédent
résultats reportés	- €	- €		644 732,00 €		- €			
Affect du résultat ca Cpte1068	- €	- €		- €					
résultats reportés				644 732,00 €					
Opérations de l'exercice	644 732,00 €	644 732,00 €	- €	585 737,00 €	644 732,00 €	58 995,00 €			- €
TOTAUX	644 732,00 €	644 732,00 €		1 230 469,00 €	644 732,00 €	585 737,00 €			
Résultats de clôture		- €		585 737,00 €					
Besoin de financement de la section d'investissement final	585 737,00 €								
Excédent de financement de la section d'investissement.....	-								
Restes à réaliser.....									
Besoin de financement au titre des Restes à réaliser.....	-								
Excédent de financement au titre des restes à réaliser.....	-								
Besoin de financement au titre des Opérations diverses.....	-								
Excédent de financement au titre des Opérations diverses.....	-								
Besoin de financement Global s/section investissement.....	585 737,00 €								
Excédent de financement Global s/section investissement.....									

Règle de gestion des comptes de stocks :

→ Section de fonctionnement : résultat nul

→ Section d'investissement : résultat négatif (stock final au 31/12 à reprendre en N+1 en stock initial)